16-31 DÉCEMBRE 1964 BIMENSUEL 16e Année (Nouvelle Série). — N° 332

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

NICOLAS LANG. — Le « cannibalo-communisme » au Congo 1
La disparition de *Libération*. Un précédent : la suppression d'*Action* 3
Les deux partis communistes d'Irlande 6
LUCIEN LAURAT. — Rentabilité soviétique et marché noir 7
Le mouvement communiste en Inde .. 11
P.N. AGARWALA. — Les élections dans l'Etat de Kerala et la querelle sino-soviétique 13
Les dirigeants mongols après la chute de Khrouchtchev 15
J. OLIVIER. — La première constitution de la République populaire mongole 17
ROCCO ASTORI. — Effectifs et organisation du Parti communiste italien .. 19

Le "cannibalo - communisme" au Congo

IL est des éléments du drame congolais qui ne relèvent pas d'une idéologie politique, mais de l'Afrique, de la seule Afrique, de la vieille Afrique. Toutefois, l'Union Soviétique et la Chine Populaire sont présentes au Congo. Elles sont mêlées au drame qui vient de se dérouler à Stanleyville. Des manifestations de solidarité ont été organisées en faveur des rebelles congolais dans les pays « socialistes ». Les communistes assument donc bien une part de responsabilité dans le déchaînement de barbarie dont le Congo est le théâtre, et cela suffit à justifier l'affreux néologisme qui sert de titre à cet article. Prendre parti, comme le font aujourd'hui les communistes du monde entier, en faveur des Gbenye, Soumialot et autres Kanza, responsables de massacres atroces, c'est se faire complices de méthodes relevant davantage de l'antropophagie que d'une action politique telle qu'elle est comprise — ou telle qu'elle était comprise jusqu'à présent — dans n'importe quel pays civilisé, qu'il soit occidental, asiatique ou africain.

C'est d'ailleurs pour éviter à quelque trois mille Européens, Indiens et Pakistanais, hommes, femmes et enfants, retenus comme otages par les chefs de la rébellion de Stanleyville, d'être sauvagement assassinés, que les gouvernements de Bruxelles, de Washington et de Londres ont pris, avec l'accord des autorités de Léopoldville, la grave décision d'intervenir militairement au Congo. L'opération avait des précédents qui ne suscitèrent pas en leur temps ce concert de protestations comme le provoqua l'intervention des parachutistes belges. Au lendemain de la prise du pouvoir à Zanzibar par une équipe progressisto-communiste, les dirigeants du Tanganyika, de l'Ouganda et du Kenya firent appel aux troupes britanniques pour empêcher la subversion de triompher. Au Gabon, ce sont des parachutistes français qui rétablirent l'ordre et permirent au gouvernement local de se maintenir au pouvoir. Et si les présidents du Sénégal, de Madagascar et du Niger ont fait récemment le voyage de Paris, c'est pour demander de surseoir à l'évacuation des soldats français dont la seule présence constitue dans ces pays un gage de sécurité et de paix.

Attitude paradoxale, certes, et qui peut surprendre ou faire ricaner, mais qui devient parfaitement compréhensible pour qui n'ignore pas la complexité extraordinaire des problèmes africains et sait qu'il existe dans ce vaste continent des responsables politiques plus sou-

cieux du bien public et de l'avenir de leur pays que des préceptes lénino-marxistes dont l'éventuelle application en Afrique noire ne conduit qu'au chaos, à la terreur et à la misère.

Ce sont d'ailleurs les mêmes hommes qui, présidant aujourd'hui aux destinées d'Etats tels que le Nigeria, le Sénégal, le Togo, le Sierra-Leone, le Niger ou Madagascar, n'ont pas hésité, très courageusement, à approuver l'action des parachutistes belges et qui ont dénoncé avec véhémence la présence néfaste d'éléments étrangers au Congo et l'appui fourni de l'extérieur à la rébellion de Stanleyville.

Depuis plus de quatre ans, depuis qu'il a accédé à l'indépendance, le Congo doit combattre les menées subversives des agents communistes introduits dans l'ancienne colonie belge. Est-il besoin de rappeler qu'à *quatre* reprises le gouvernement de Léopoldville s'est vu obligé de faire expulser les diplomates soviétiques, polonais et tchécoslovaques parce que ceux-ci se livraient à des activités incompatibles avec le statut d'immunité reconnu à tout diplomate en pays étranger. Car ces Fomine, ces Virius, ces Yakovlev, ces Podgornov, ces Nemtchina, qui l'un après l'autre représentèrent l'U. R.S.S. ou la Tchécoslovaquie au Congo, préparaient avec l'aide de quelques complices africains la guerre civile — ou tribale — dont allait être victime le jeune Etat. C'est par leur truchement que des jeunes congolais, plus souvent naïfs que convaincus, partirent pour les écoles de Prague, de Moscou ou de Sofia où on leur apprit l'art de la guerre subversive et les méthodes modernes de la propagande. Ce sont ces « diplomates » communistes au curriculum vitae bien chargé, qui transformèrent des dirigeants africains, tels que Gbenye, Mulele ou Kashamura en agents d'exécution de la politique soviétique au Congo.

Pour tout observateur averti, il ne fait pas de doute qu'il existe une sorte de fil conducteur qui va de la tentative communiste lancée en 1960 à travers le gouvernement présidé par Patrice Lumumba, jusqu'aux folles horreurs qui viennent d'ensanglanter la région de Stanleyville, en passant par le gouvernement éphémère d'Antoine Gizenga. C'est la même poignée d'hommes qui, à travers mille péripéties, est responsable avant tout du drame congolais. On les retrouve dans toutes les équipées malheureuses, dans toutes les aventures sanglantes, agissant bien plus par ambition que par conviction politique et n'hésitant pas à mettre des régions entières à feu et à sang pour essayer de s'emparer ou de conserver le pouvoir.

Plus récente que la présence soviétique, l'action chinoise au Congo n'en est pas moins néfaste pour ce pays. Installés dans les territoires limitrophes de l'ancienne colonie belge, au Burundi, au Congo-Brazzaville, au Tanganyika, des dizaines de « conseillers » et de « techniciens » chinois aident, forment et instruisent les guérilleros rebelles que l'on fait entrer ensuite au Congo. Des centaines de faits ont été relevés prouvant l'intervention des communistes chinois au Congo. Venus plus tardivement en Afrique, emplis d'une philosophie révolutionnaire, les agents de Pékin sont décidés à faire du Congo la plaque tournante de toutes leurs activités futures dans le centre africain. Disposant de moyens matériels extrêmement importants, ne

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F. pour six mois et 60 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F. pour un an ou 90 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

La disparition de *Libération*
Un précédent : la suppression d'*Action*

Le 27 novembre 1964 était mis en vente le dernier numéro du journal qui a été, pendant de longues années, le « compagnon de route » de *l'Humanité*, *Libération*. Un éditorial anonyme, dû sans doute à Henry Bordage, rédacteur en chef, annonçait que, par la faute du gouvernement qui refuse aux journaux le droit de se vendre le prix qu'ils veulent, le déficit ne pouvait plus être comblé et le journal devait suspendre sa parution.

Un certain nombre de rédacteurs, vingt-cinq au total, et vingt-trois membres du personnel administratif, invitaient, dans un court appel, les lecteurs de *Libération* à accorder leur clientèle *à « notre confrère l'*Humanité », lequel « *reste, de la grande presse quotidienne, le seul à mener désormais le combat pour les idéaux qui sont ceux de toute la gauche* ». Parmi les signataires, dont l'appartenance au P.C.F. ou les liens avec lui sont ainsi dévoilés, figurent le rédacteur en chef (Henry Bordage), le secrétaire général de la rédaction (René Maisons), l'administrateur (Maurice Cuvillon), le secrétaire général de l'administration (Adolphe Boucard) : le journal, on le voit, était solidement tenu (1).

Enfin, dans un bref papier, Emmanuel d'Astier (de la Vigerie), fondateur du journal

(1) Parmi ces vingt-cinq rédacteurs, relevons le nom de Jean-Maurice Hermann, chef du service étranger, lequel est le président « non-communiste » de l'*Organisation Internationale des Journalistes*.

Donnons ici la liste des rédacteurs qui ont ainsi fait acte public de complaisance et presque d'obédience à l'égard du P.C.F. Ce sont : Henry Bordage, rédacteur en chef ; Marcel Fourrier, éditorialiste ; André Sauger, éditorialiste ; René Maisons, secrétaire général ; Paul Grangean, premier secrétaire de rédaction ; André Chaillot, chef du service sportif ; Jean-François Dominique, chef des informations ; Jean-Maurice Hermann, chef du service étranger ; Michel Hincker, chef du service économique ; Georges Royer, chef du service politique ; Jean Avran, chef adjoint du service politique ; René Dazy, chef adjoint de la rubrique spectacle ; Albert-Paul Lentin, chef adjoint du service étranger ; Maurice Lissonde, chef adjoint des informations ; Charles Vanhecke, reporter ; Henri Champ-Savoir, rédacteur au service politique ; Jean Freire, rédacteur au service politique ; Jean Millie, secrétaire de rédaction ; Pierre Portier, secrétaire de rédaction ; Henri Quiquère, rédacteur sportif ; Maurice Ragonneau, rédacteur sportif ; A.E. Mars-Vallett, rubrique pêche ; Louise Dachicourt, sténo de presse ; Noëlle Roulot, sténo de presse.

---

tenant absolument pas compte des impératifs humains, riches d'une expérience révolutionnaire acquise lors de leur guerre civile ou sous d'autres tropiques, les communistes chinois pratiquent également la surenchère démagogique à l'égard des Soviétiques et poussent les malheureux tombés sous leur coupe aux extrémités les plus épouvantables. Car si les dirigeants du Kremlin ont espéré un moment transformer des Etats africains en « *Etat de démocratie nationale* », dont Cuba demeure le meilleur exemple, les chefs de Pékin, eux, savent parfaitement qu'ils ne disposent ni de ressources suffisantes, ni de cadres assez nombreux pour assumer la direction de pays tels que le Congo. Pour eux, seule importe l'anarchie, cette anarchie qui, de leur point de vue, finira par écœurer les Occidentaux les mieux intentionnés à l'égard de l'Afrique noire qui se lasseront de toutes ces convulsions et se retireront pour laisser le champ libre aux expériences les plus fumeuses, du style « communes populaires » ou « grand bond en avant » que les Chinois voudraient faire sur le continent africain.

Voilà pourquoi, pour Pékin comme pour Moscou, le drame congolais doit être étendu à d'autres régions, à d'autres territoires. Déjà des signes précurseurs que l'on discerne au Congo-Brazaville, au Gabon, au Tanganyika, au Ruanda, montrent que l'aventure sanglante de Stanleyville est loin d'être terminée. « Les perspectives révolutionnaires sont excellentes dans toute l'Afrique », avait déclaré Chou En-laï à l'issue du voyage qu'il effectua à travers le continent africain. Les faits, hélas, semblent lui donner raison. Ce serait sans doute une erreur que d'exagérer l'importance de l'aide apportée par les communistes chinois et russes aux guérillas congolaises. Si le terrain n'était pas aussi favorable, il est évident que jamais les agents de Pékin et de Moscou, à eux seuls, ne pourraient créer ce climat d'anarchie que l'on constate avec regret dans la plupart des Etats africains. Mais ce serait également commettre une lourde faute politique que de sous-estimer ce processus révolutionnaire que les Chinois et les Soviétiques cherchent désormais à étendre dans toute l'Afrique noire. En appuyant des mouvements rebelles, en aidant à renverser les équipes gouvernementales trop proches de l'Occident, en envenimant des situations locales déjà difficiles, les agents communistes participent à ce travail de destruction si préjudiciable pour l'avenir de l'Afrique. Le « cannibalo-communisme » apparaît à présent comme une méthode d'action à laquelle ni Marx ni Lénine n'avaient jamais songé.

NICOLAS LANG.

(le 1er juillet 1941, sous le nom de *Libération-Sud*, avec Pascal Copeau, René Massip, Yvon Morandat, Louis Martin-Chauffier) déclarait que *Libération* disparaissait « *dans des conditions abruptes et particulières* ». « *Pour des raisons matérielles, pour des raisons politiques aussi — sans doute — nous avons échoué* », ajoutait-il (2).

Les raisons politiques — pour n'être pas connues dans le détail — n'en sont pas moins évidentes. Les désaccords entre E. d'Astier de la Vigerie et la direction du Parti Communiste allaient croissant. Nous y avons fait quelquefois écho dans ce bulletin, par exemple quand, le 7 septembre 1961, *Libération* publia un article d'E. d'Astier où il affirmait, non sans force, que « *ni la situation à Berlin, ni même le refus des Etats Unis d'aborder franchement le problème du désarmement... ne peuvent justifier la reprise des essais nucléaires* [*en U.R.S.S.*] .» (Voir *Est et Ouest* n° 265, 16-31 octobre 1961 : « *Trouble des « compagnons de route » du P.C.F. devant la reprise des explosions nucléaires* »).

Plus récemment, E. d'Astier devait passer les bornes de la patience des dirigeants communistes et se donner à lui-même le coup de grâce en faisant paraître dans « *Notre République* », hebdomadaire des « gaullistes de gauche », le 29 mai 1964, un article où il affirmait que la direction du Parti communiste avait attendu le 21 juin 1941 pour abandonner « l'attentisme, le neutralisme, la fraternisation que lui dictait Staline », affirmation qu'il reprenait dans une lettre rendue publique (*le Monde* 11-6-1964), où il mettait en cause l'authenticité de « l'*appel du 10 juillet* » (voir *Est et Ouest* n° 325, 16-31 juillet 1964 : « *L'Affaire de l' « Appel du 10 Juillet* »).

Si le conflit politique remonte déjà à plusieurs années, il semble que d'Astier n'avait pas prévu pour si tôt l'échéance fatale. Henry Bordage, si c'est lui l'auteur de l'éditorial dont il est parlé plus haut, déclare qu'on avait « *pensé à faire un dernier appel, lancer une dernière souscription* ». Dans quelles conditions ce projet fut-il abandonné ? On ne sait. Mais on sait par des indiscrétions parues dans la presse, que d'Astier fut convoqué le 25 novembre 1964 au siège du Parti Communiste et qu'il s'entendit signifier la décision prise sans appel : le soutien financier habituel ne serait pas continué. *Libération* devait disparaître (3).

(2) *L'Humanité* a annoncé le 27 novembre la disparition de *Libération* par une note en première page, et par la reproduction de l'éditorial en page 4. Le lendemain elle publiait un éditorial d'Etienne Fajon (« Après la disparition de « Libération ») invitant à une diffusion accrue de *l'Humanité*, et reproduisait l'appel de certains rédacteurs et employés de *Libération* à faire de *l'Humanité leur journal quotidien*.
Le 3 décembre, le Bureau politique du P.C.F. a fait « *Après la disparition du journal Libération* », une déclaration qui reprend l'argumentation de Bordage et de Fajon (*l'Humanité*, 4 décembre).
Pas une ligne de l'article de d'Astier n'a été reproduite dans l'organe du P.C.F., pas une allusion n'y a été faite.

Le lendemain, il se tint à *Libération* une Assemblée Générale extraordinaire au cours de laquelle Henry Bordage fit savoir que le journal ne pourrait plus paraître. D'Astier serait intervenu seulement pour dire qu'il ne polémiquait pas, mais qu'il avait été mis devant le fait accompli « dans des conditions inadmissibles. »

TROIS REMARQUES

Cette disparition suggère trois remarques :

1° — C'est un thème habituel de la propagande communiste que de dénoncer la presse qui n'est pas « *libre* », qui n'est pas « *propre* » parce qu'elle vivrait des subsides occultes du grand patronat ou du gouvernement.

Mais est-il plus « libre » et est-il plus « propre », le journal qui, depuis de longues années, n'a pu paraître sans l'aide financière du Parti Communiste, une aide occulte bien sûr, une aide qu'on n'avoue même pas encore aujourd'hui ? Et n'était-ce pas duper les lecteurs qui, s'ils préféraient *Libération* à *l'Humanité*, le faisaient parce qu'ils ne voulaient pas d'un journal qui était celui du P.C.F., que de leur cacher que la direction réelle du journal, ce n'était pas d'Astier et quelques autres compagnons de route, mais le communiste Henry Bordage et son équipe de militants communistes, agissant dans le journal conformément aux ordres du P.C.F. et pour son service ?

2° — Les deux équipes annoncent la reparution du journal. « *Ce n'est qu'un au revoir* », lit-on en manchette. L'éditorial exprime l'espoir que « *la lutte du peuple français et l'évolution politique aidant*, Libération *pourra un jour reparaître, dans le cadre des possibilités nouvelles offertes alors par la victoire de la démocratie et l'union de la gauche* ».

Ce ne sont là, vraisemblablement, que des paroles rituelles. Mais d'Astier, de son côté, écrit que lui et ses amis feront « *tout pour que cette disparition ne soit que provisoire* ». Comme, selon toute vraisemblance, il a dû conserver la propriété du titre, il lui serait possible de lancer à nouveau *Libération*. D'où pourrait-il attendre les moyens nécessaires ? La réponse est peut être dans cette allusion — perfide — de l'éditorial. « *Nous savons* », écrit l' « éditeur », s'adressant aux lecteurs « *que vous avez approuvé... notre combat intransigeant contre le gaullisme, notre refus de devenir — sous couleur d'être un journal « d'opposition de Sa Majesté » — complices du Gaullisme. Ce qui nous aurait valu sans doute, en « compensation », des subsides dont nous ne voulons pas* ».

3° — La direction du parti a agi de façon brusque et brutale. E. d'Astier, dans le style

(3) Claude Estier fut convoqué le même jour, et invité notamment à signer l'appel conviant les lecteurs de *Libération* à lire *l'Humanité*. Il refusa, comme devaient refuser Madeleine Jacob, et quelques autres.

rocailleux qu'il affectionne, a parlé (on l'a vu) de « *conditions abruptes* ».

Ce qu'on peut dire à ce sujet, c'est que, malgré la disparition de Thorez, la direction du Parti n'a pas changé de méthode. C'est de la même façon, sans plus d'égards, que le Parti, il y a douze ans, supprima l'hebdomadaire *Action*.

LE PRECEDENT D'ACTION

Le 9 mai 1952, paraissait le n° 397 de l'hebdomadaire *Action* — qui était aussi le dernier. En première page, un placard annonçait que, par suite de difficultés financières, le journal ne poursuivrait pas sa publication. Une allusion était faite à « *l'appui financier* » que « *les autres journaux de la presse démocratique* » avaient apporté à *Action*. Mais cet appui n'avait pas suffi.

Les abonnés étaient invités à choisir entre plusieurs journaux dont le service leur serait assuré en compensation du dommage que la disparition d'*Action* leur faisait subir. Ces journaux étaient : *France Nouvelle*, *Les Lettres Françaises*, *Tous les Arts*, l'*Ecran Français* et *Radio-Liberté*.

Aucun autre détail n'était donné, mais, en 1956, Pierre Hervé qui était le rédacteur en chef d'*Action* (tandis qu'Yves Farge en était le directeur politique) a raconté dans sa « *Lettre à Jean-Paul Sartre* » (4) comment la décision avait été prise de supprimer l'hebdomadaire qui jouait le rôle d'organe quasi officiel du Mouvement de la paix.

« *En pleine communion d'idées avec... Yves Farge* » dont on sait qu'il devait trouver la mort en U.R.S.S. dans des conditions demeurées mystérieuses, Pierre Hervé avait tenté, en 1951, d'élargir le Mouvement de la paix, et pour cela, notamment, il évoquait « *les mouvements neutralistes en Allemagne, en Autriche, en Scandinavie, dans le Proche et le Moyen Orient* ».

Or, à cette date, les communistes français n'avaient pas encore reçu l'ordre d'utiliser les « neutralistes ». Pierre Hervé et Yves Farge suivaient donc une ligne différente de celle du Parti, ce qui était grave en soi, ce qui d'autre part dénotait un esprit d'indépendance, un manque de discipline qui pouvaient être dangereux.

> « *Au début de 1952* », écrit Pierre Hervé, « *divers bruits commencèrent à circuler dans le milieu des journalistes parisiens. Il était dit qu'*Action *faisait une politique contraire à celle du Parti, notamment en ce qui concernait le neutralisme. Il fut question d'insérer une critique publique de la politique d'*Action *dans les colonnes de la revue* France Nouvelle *et de la revue* La Nouvelle Critique. *Ce qui était violemment critiqué par certains communistes, c'était notre attitude favorable au neutralisme, et notamment au neutralisme égyptien. Fait curieux, nulle indication officielle ne me fut jamais donnée, mais il était prévisible que les jours d'*Action *étaient comptés.* » (o.c.p. 20).

Pour essayer de prévenir le coup, Hervé publia dans *Action*, le 24 janvier 1952, un article extrait de la revue soviétique en langue anglaise *News*, relativement favorable aux neutralistes allemands, à la neutralité de la Suède, au « *nouveau contenu* » qu'a « *de nos jours, la conception de la neutralité.* »

(Soit dit en passant : cet article n'est pas sans importance pour qui voudrait saisir le moment où les Soviétiques inaugurèrent leur politique d'utilisation des « neutralistes »).

Cette manœuvre ne sauva pas *Action*.

> « *Peu de temps avant la suppression d'*Action », écrit encore Pierre Hervé, « *je fis, en raison des bruits alarmants, établir un projet de transformation du journal pour supprimer le déficit. Le projet fut établi et expédié* [à la direction du P.C.F., note d'*Est et Ouest*], *mais aucun accusé de réception ne me parvint. Farge était en Chine. Un jour, je fus convoqué au siège du Comité Central où j'appris de Gosnat, le trésorier du Parti, qu'*Action *devait suspendre sa publication dès la semaine suivante.*
>
> « *Comme j'essayais de discuter, Gosnat me dit qu'il était simplement chargé de me demander la liste des collaborateurs du journal en vue de leur réaffectation éventuelle. La décision avait été prise. Alors que j'étais rédacteur en chef du journal, je n'avais même pas été consulté.*
>
> « *Il s'agissait évidemment d'une mesure politique, mais sans doute lui avait-on donné un caractère administratif pour dissimuler sa véritable signification* » (o.c. pp. 21-22).

Quand E. d'Astier pourra raconter ce qui vient de se passer avec *Libération*, son récit ne différera sans doute pas beaucoup de celui de Pierre Hervé.

APRES AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

(4) Pierre Hervé : *Lettre à Jean-Paul Sartre et à quelques autres par la même occasion.* Paris, La Table Ronde, 1956.

Les deux partis communistes d'Irlande

NOUS empruntons l'étude qui suit à un numéro déjà ancien (janvier 1963) de Hibernia, *journal qui paraît tous les mois à Dublin (69, Lower Lesson street, Dublin 2). Son auteur est le Révérend* Michael O'Neill. *Outre les informations peu connues qu'elle apporte, cette étude dissipe l'illusion assez répandue en Irlande même, selon laquelle il n'y aurait pas de Parti Communiste pour l'ensemble de l'Irlande, l'ancienne* Ligue Ouvrière d'Irlande *(aujourd'hui Parti des Travailleurs d'Irlande) n'étant pas, aux yeux de ceux qui partagent cette illusion, un parti communiste.*

Parmi les arguments produits dans cette étude, un fait doit convaincre ceux qui doutent : la Pravda *du 1er décembre 1960 publiait un communiqué donnant la liste des partis communistes ayant participé à la « Conférence des 81 partis » qui venait de s'achever. Au trentième rang dans la liste (établie selon l'ordre alphabétique) figurait la* Ligue Ouvrière Irlandaise, *au trente et unième rang le* Parti Communiste de l'Irlande du Nord.

IL y a aujourd'hui en Irlande deux partis communistes, l'*Irish Workers' Party* et le Parti communiste d'Irlande du Nord.

Avant, il n'y avait qu'un seul parti, le Parti communiste irlandais, officiellement fondé en 1933. Son organisateur national fut, en 1934, *Pat Devine*, deux fois candidat communiste aux élections générales anglaises et aujourd'hui membre dirigeant de la Connolly Association en Angleterre.

En septembre 1962, Pat Devine a pris la parole à une réunion du l'*Irish Workers' Party*, Abbey Street, à Dublin. Le mensuel de l'I. W.P., rendant compte de la réunion, a dit avec assez de mauvaise foi que Devine a vécu ici pendant les années 1930 et a été actif dans le mouvement syndical.

La division du mouvement communiste irlandais en deux partis séparés avait commencé en 1941 quand la section de Dublin fut dissoute, probablement à la suite de divergences sur la politique nées au sein du parti à l'occasion de l'attaque de la Russie par Hitler et du fait que l'Union Soviétique devenait l'alliée de l'Angleterre. Mais pendant quelques années, le parti, bien que contrôlé par les communistes de six comtés, continua à s'appeler parti communiste irlandais.

TACTIQUE EVIDENTE

Ce n'est qu'en 1948 qu'un parti communiste fut formellement établi pour les vingt-six comtés. Il s'appelait Ligue ouvrière d'Irlande (ce nom a été changé en mars 1962 en celui d'*Irish Workers' Party*). En 1949, il commença à publier un journal mensuel, *Irish Workers' Voice.*

Le choix d'une étiquette ne contenant pas le mot « communiste » était évidemment une mesure tactique et, bien qu'une lecture même rapide des publications du parti eût révélé tout à fait clairement ce qu'il représente, ce camouflage a réussi et certains hésitent encore aujourd'hui à appeler l'I.W.P. parti communiste.

Il y a un peu plus d'un an, un journal de Dublin, sur l'avis de ses conseils juridiques, refusa de publier une lettre dans laquelle l'auteur de ces lignes déclarait que le candidat de l'I.W. P. aux élections générales de 1961 était un authentique candidat communiste.

TENTATIVE DE CONFUSION

En mai 1949, plus de six mois après la fondation de l'I.W.P., l'*Irish Democrat*, organe de la Connolly Association, déclarait : « *Il est reconnu qu'il n'y a pas de Parti communiste en Irlande.* » On ne peut guère douter que ce ne fût là une tentative délibérée de tromper les Irlandais en Angleterre sur la vraie nature de l'I.W.P., d'autant plus que le correspondant à Dublin de l'*Irish Democrat* était Paul O'Higgins, à l'époque membre important de l'I.W.P., et que Patrick Early, membre fondateur de la Connolly Association, était rentré en Irlande pour devenir membre de l'exécutif de l'I.W.P.

Cependant, en janvier 1950, l'*Irish Democrat* rendait compte, avec un peu moins de discrétion, d'un discours prononcé par Denis Walshe, à l'époque président de l'I.W.P., à la conférence du parti communiste anglais à Liverpool. Walshe transmettait au parti anglais « *le très cordial salut fraternel* » de l'I.W.P. et le remerciait « *de la grande confiance qu'il nous a montrée et de la façon dont il nous a libéralement aidés en tout temps* ».

Tout doute qui pouvait subsister encore sur le communisme de l'I.W.P. aurait dû être définitivement dissipé quand le parti prit sa place aux côtés de quatre-vingts autres partis communistes du monde à la conférence de Moscou en novembre-décembre 1960. Avec tous les autres partis, l'I.W.P. signa la longue déclaration de buts communistes publiée à l'issue de la conférence. Le parti communiste anglais devait la publier plus tard sous le titre « *36 millions de communistes disent...* ».

Tout au long des années, l'I.W.P. a suivi le même chemin que les autres partis communistes.

Il a été systématiquement stalinien pendant l'ère stalinienne. Michael O'Riordan, conducteur d'autobus de Dublin et secrétaire de l'I.W.P., a fêté en janvier 1950 l'anniversaire de Staline en décrivant le dictateur soviétique comme « *un combattant ardent et sûr, non seulement au service de son peuple, mais de la cause de toute l'humanité* ». O'Riordan concluait en disant que « *la logique de notre position comme peuple nous met aux côtés de Staline et du peuple soviétique* ».

Dans les colonnes de l'*Irish Workers' Voice*, le parti maintenait un continuel barrage de propagande anti-américaine et anti-occidentale. Loin de reconnaître que c'était le veto de l'Union Soviétique qui laissait l'Irlande à la porte des Nations Unies, l'I.W.P. préférait

Rentabilité soviétique et marché noir

EN étudiant le problème de la rentabilité soviétique, il est indispensable de tenir compte d'un facteur le plus souvent négligé parce que jugé d'importance plus que secondaire. Nous parlons du marché noir. Celui-ci occupe cependant dans l'économie soviétique une place on ne peut plus considérable, *voire vitale.* Il est même permis de se demander si l'économie soviétique serait en mesure de fonctionner si d'innombrables circuits « parallèles », le plus souvent capillaires, ne venaient doubler, horizontalement et verticalement, les canaux officiels et légaux, obstrués par la rigide planification étatique. Horizontalement : de région à région, de sovnarkhoze à sovnarkoze, d'ouvrier à paysan, de directeur à directeur. Verticalement : de directeur à ouvrier, de contrôleur (ou inspecteur) à directeur, d'entreprise fournisseuse à entreprise cliente, du consommateur au commerce et du commerce au producteur.

L'ETENDUE DES CIRCUITS PARALLELES

Si les circuits parallèles étaient quantité négligeable, on s'expliquerait mal le rétablissement, à la date du 5 mai 1961, de la peine de mort pour délits économiques, abolie après le décès de Staline. En commentant cette décision dans les *Izvestia* du 7 mai 1961, le procureur général Roudenko l'explique et la justifie par des exemples qui montrent bien que le chancre ronge tous les tissus du corps économique. Les quelques extraits ci-dessous de son article permettront de s'en rendre compte (c'est nous qui soulignons) :

« *Le pillage par des criminels endurcis de biens publics et sociaux représente une atteinte exceptionnellement dangereuse à la propriété socialiste.*

« *Ces dernières années, des pillages de la propriété socialiste ont été découverts dans nombre de républiques, pillages commis dans des proportions particulièrement importantes par des pilleurs, divers entrepreneurs privés et éléments parasitaires. A l'usine de produits chimiques de l'industrie locale à Kiev, une bande de voleurs a pillé pour des centaines de milliers de roubles de biens de l'Etat.* Les pilleurs fabriquaient et écoulaient une production non inventoriée qu'ils produisaient avec des matières premières volées dans le magasin de l'usine et d'autres achetées avec des comman-

---

en rejeter le blâme sur « l'impérialisme anglo-américain ».

Le plan Marshall d'aide économique à l'Europe, y compris l'Irlande, fut dénoncé comme un complot impérialiste américain visant à assujettir économiquement les nations d'Europe. « *L'impérialisme américain* », a dit l'*Irish Workers' Voice* en juillet 1949, « *est le plus grand ennemi de la liberté et de la démocratie dans le monde* ». Quelques mois plus tard, le journal annonçait à ses lecteurs : « *Dans notre lutte pour l'unité et l'indépendance de notre pays, nous verrons que l'Union Soviétique est notre ami le plus fidèle et le plus sûr* ».

Même la rupture de Staline avec Tito trouva un fidèle écho dans l'*Irish Workers' Voice* où George Jeffares qualifia le titisme de « *rien d'autre qu'une escroquerie à l'égard des ouvriers : c'est le dernier recours du capitalisme, le faux parti communiste cachant la dictature fasciste la plus brutale* ».

VOLTE-FACE COMPLETE

Quelques années plus tard, sous la même direction, l'I.W.P. fit une volte-face complète. Le parti soutint Khrouchtchev dans sa dénonciation de Staline, sa querelle avec la Chine et l'Albanie et dans son rapprochement avec Tito.

Le soulèvement hongrois d'octobre-novembre 1956 eut ses répercussions à l'I.W.P. Le numéro de novembre-décembre de l'*Irish Workers' Voice* ne contenait pas de commentaires sur la Hongrie. Après ce numéro, le journal, subitement et sans avertissement, cessa de paraître. La maison de la banlieue de Dublin qui était le siège du parti et qui lui appartient fut louée par appartements, mais le parti continua à se réunir et se réunit encore dans le garage attenant. A des intervalles irréguliers, le parti publia en 1958-59 l'*Irish Socialist Review*, mais il n'en parut que quatre numéros. Puis, en 1961, le parti sembla revivre. En mai de cette année-là, l'*Irish Socialist* faisait ses débuts comme organe mensuel du parti.

EFFECTIFS

A la différence du parti communiste anglais, l'I.W.P. ne publie pas le chiffre de ses effectifs. Les données les plus sûres que possède l'auteur de ces lignes fixeraient le nombre de membres de l'I.W.P. porteurs de cartes du parti à moins de cent. Mais il ne peut guère y avoir de doute que d'autres personnes opèrent en marge du parti et, sciemment ou inconsciemment, dans son intérêt. Le *Comité irlandais de la paix* des années 50 et la *Société d'amitié soviéto-irlandaise* en sont deux exemples. Le Comité irlandais de la paix était contrôlé par les communistes et les délégués envoyés aux réunions de la paix patronées par les communistes à l'étranger étaient souvent des membres du parti. Son président et son secrétaire étaient en 1952 des membres de l'I.W.P. La Société d'amitié soviéto-irlandaise avait comme secrétaire, en 1952, un membre de l'exécutif de l'I.W.P. et la société se réunissait en 1959 au siège de l'I.W.P.

des. *Avec l'argent criminellement acquis, les auteurs des pillages achetaient des maisons, des meubles chers, des objets de valeur, des bijoux, des articles en or. Les valeurs et l'argent en espèces confisqués chez les criminels représentent des centaines de milliers de roubles.* (1)

« *A Gori, en Géorgie, une grande bande de criminels a pillé à l'atelier de confection de chaussures pour des centaines de milliers de roubles de biens de l'Etat. Faisaient partie de la bande des chefs d'atelier, des magasiniers, des ouvriers du magasin.* Ils fabriquaient dans les ateliers une quantité considérable de chaussures non inventoriées avec du cuir qu'ils se procuraient par des moyens criminels et les faisaient écouler par des travailleurs du réseau commercial, *se partageant l'argent acquis. Les perquisitions ont permis de découvrir et de saisir une grande quantité de matières premières pillées, de production toute prête et une très importante somme en valeurs diverses. Un des pilleurs, un certain Chatachvili, s'était construit, avec l'argent volé, une maison de deux étages estimée à* 432.000 *roubles et avait acheté des meubles d'une valeur de près de* 100.000 *roubles* (*en ancienne monnaie*). *Les pilleurs furent condamnés, en décembre dernier, à de longues privations de liberté avec confiscation de leurs biens.*

« *Mais il est absolument évident que ces punitions sont insuffisantes pour des criminels si dangereux, de si gros pilleurs des biens de l'Etat.* De tels pilleurs doivent être punis impitoyablement, jusqu'à la fusillade, au même titre que les assassins, les bandits et les faux-monnayeurs. ».

Ce qu'il convient de retenir dans ce texte, ce n'est pas la corruption en soi qu'il dénonce, ni l'emploi que les voleurs ont fait de l'argent volé pour résoudre le problème de « l'opulence » à titre personnel. Ce qui est important, c'est l'étendue du phénomène (les deux cas cités ne sont évidemment pas isolés) et *la participation massive du personnel des entreprises à ces opérations illicites*, de même que la complicité pour le moins passive des directeurs, car des fuites d'une telle ampleur de matières premières et de produits finis, ne pouvaient pas ne pas leur échapper. Cela veut dire que le marché parallèle est alimenté par une production parallèle qui s'effectue en grande partie dans les entreprises d'Etat, avec l'outillage et les matières premières de l'Etat et par les soins d'une main-d'œuvre qui fournit, en plus de la camelote sortant officiellement des entreprises, des produits de bonne qualité empruntant des circuits prohibés. En d'autres termes, l'illégalité est partout reine, elle pénètre dans tous les rouages et dans tous les secteurs.

Les circuits dits parallèles sont la caractéristique de toute pénurie, et partant de toute économie de guerre. Or, l'U.R.S.S. vit depuis trente-cinq ans sous un régime d'économie de guerre. Ce que l'Europe continentale n'a connu que depuis 1940 jusque vers 1947, la Russie le subit pendant une période cinq fois plus longue ; c'est dire que les circuits parallèles ont pu se consolider, entrer dans les mœurs au point de devenir pratique courante au cours de plus d'une génération, se perpétuer de père en fils tant du côté des clients que de celui des fournisseurs jusqu'à être considérés comme aussi normaux que la présence obligatoire à la conférence d'un orateur de l' « agitprop ».

En France et dans les autres pays du continent, qu'ils fussent occupés ou occupants, les circuits parallèles affectaient surtout le secteur des biens de consommation et seulement en second lieu celui de certaines matières premières et de l'outillage. En U.R.S.S., la pénurie perpétuelle a abouti à leur extension à toute l'économie, au point que le marché noir des denrées alimentaires et des objets de consommation courante en général apparaît insignifiant en face des transactions illicites qui s'opèrent dans le secteur des moyens de production.

PENURIE DE SURARMEMENT ET PENURIE DE DIRIGISME

La pénurie permanente dont souffre l'économie soviétique a deux causes : la politique de surarmement et le rigide dirigisme étatique.

La volonté de porter le potentiel militaire du pays à un niveau excédant de beaucoup son potentiel économique pousse les dirigeants à limiter sensiblement le secteur civil et, dans celui-ci, à restreindre les branches travaillant pour la consommation bien plus que celles qui produisent pour l'accumulation puisque cette dernière est indispensable au développement du secteur militaire. A la limitation des moyens impartis au secteur produisant des objets de consommation (agriculture comprise), correspond la répartition autoritaire du pouvoir d'achat global, les gains des salariés et des kolkhoziens étant comprimés à l'extrême alors que le pouvoir d'achat concentré entre les mains de l'Etat sert à alimenter les deux secteurs prioritaires : armement et accumulation.

Contre cet état de choses, les individus, réduits à la condition de parias, réagissent le plus naturellement du monde : ils se procurent des revenus d'appoint en acceptant deux emplois (le second peut-être à mi-temps) ou en effectuant du travail « noir ». Les occasions ne manquent pas dans un pays où les ateliers de l'Etat et les « coopératives » déclarent forfait pour les réparations les plus simples, depuis les chaussures et les vêtements jusqu'aux fenêtres, aux casseroles et aux appareils de chauffage, en passant par les phonographes et les postes de radio. Ces réparations sont d'autant plus vitales qu'il est extrêmement difficile et en

(1) 1 rouble = 1 dollar 11. — Et cela dans une seule usine !

tout cas très onéreux de trouver des articles neufs. Il se crée ainsi un pouvoir d'achat supplémentaire, qui est « honoré » par ce travail supplémentaire, l'un et l'autre échappant au contrôle des autorités.

Jusqu'ici, nous n'avons envisagé que les conséquences d'une pénurie voulue et organisée par le pouvoir en vue de mettre la population à la portion congrue pour pousser au maximum la production de guerre. A cette « pénurie de surarmement » délibérément imposée, s'ajoute ce que l'on pourrait appeler la « pénurie de dirigisme » qui, loin d'être voulue par les hommes du Kremlin, est cependant l'inéluctable conséquence de la planification rigide et autoritaire.

La marche des entreprises est sans cesse entravée, voire complètement arrêtée lorsque l'équipement, les matières et les pièces de rechange promis et attendus n'arrivent pas. Les directeurs des entreprises commerciales ne reçoivent pas la marchandise réclamée par leurs clients. Tout est prévu par le plan, mais la réalité est loin de s'y conformer. Nous avons illustré cette situation par des exemples concrets dans notre article précédent.

Les directeurs — c'est l'immense majorité sinon la totalité — utilisent d'abord leurs relations personnelles soit avec les directeurs des entreprises qui doivent leur livrer des matières ou de l'outillage, soit avec un contrôleur ou inspecteur bien placé. Dans une situation de pénurie généralisée, les fournisseurs étant sollicités de partout, les relations personnelles voire amicales ne suffisent pas et ont besoin d'être arrosées par des pots de vin. En remontant depuis l'entreprise de finition jusqu'à celles qui fournissent les matières et l'outillage, les pots de vin empruntent le chemin inverse du processus productif. Chaque entreprise a ainsi des stocks clandestins qui ne sont débloqués qu'en faveur des entreprises qui paient des « dessous-de-table » satisfaisants.

Cela ne suffit cependant pas dans bien des cas. De nombreux directeurs font figurer sur les listes de leur personnel des « travailleurs temporaires » (mais tout temporaires qu'ils sont, ils y figurent en permanence) chargés de leur procurer par tous les moyens les choses dont l'entreprise a besoin. Voici ce que le membre d'un comité d'usine confiait au *Troud* du 17 mai 1961 :

« *Ils* [*ces « travailleurs temporaires »*] *travaillent quelque part, seulement pas chez nous. On ne peut voir certains d'entre eux à notre usine que deux fois par mois, les jours de paie. Mais pourquoi touchent-ils de l'argent ? Pour des outils volés dans d'autres usines et aimablement apportés chez nous... Il est erroné et injuste d'accuser de ces agissements la seule administration de l'usine. Ces phénomènes nocifs ne sont pas nés d'hier et n'ont pas seulement lieu dans notre entreprise... Les dirigeants du sovnarkhoze et du conseil régional des syndicats les connaissent bien* ».

Telle usine embauche des voleurs pour se procurer les outils ou les pièces qui lui manquent, telle autre pour avoir certaines matières premières indispensables, telle autre pour trouver les deux à la fois. Les canaux officiels étant obstrués, l'activité économique ne peut se poursuivre qu'en empruntant des voies détournées.

Au niveau du commerce, c'est la même chose. Les magasins, qu'ils soient d'Etat ou coopératifs, manquent de certaines marchandises que les fournisseurs désignés par les instances planificatrices s'obstinent à ne pas leur livrer. Ils s'adressent alors à des fournisseurs privés (ateliers artisanaux plus ou moins clandestins) qui leur livrent la marchandise demandée en poussant la complaisance jusqu'à la munir de fausses marques de fabrique des entreprises d'Etat défaillantes.

LE MARCHE NOIR, CORRECTIF COUTEUX D'UNE PLANIFICATION STUPIDE

Le marché noir apparaît ainsi comme le correctif indispensable d'une « planification » qui paralyse la production et qui obstrue les canaux normaux (et légaux) par lesquels les produits s'acheminent d'entreprise à entreprise jusqu'à la consommation.

Dans la mesure où les circuits parallèles sont la conséquence de *la pénurie de surarmement*, ils restent généralement limités au secteur de la consommation individuelle, qu'il s'agisse de denrées alimentaires, d'articles de ménage, de réparations indispensables ou d'une coupe de cheveux. Les consommateurs du marché noir se procurent par un travail excédentaire les produits ou services excédentaires (fournis hors du circuit officiel) de leurs fournisseurs. Etant donné l'ampleur de ces transactions, on se trouverait presque dans une situation de concurrence parfaite si la clandestinité et partant l'impossibilité d'une confrontation au grand jour, ainsi que la prime de risque (les fournisseurs utilisent souvent des outils et des matières premières volés ou travaillent dans leur entreprise avec des outils appartenant à l'Etat sur leur temps de travail payé par l'Etat) n'altéraient quelque peu cette concurrence.

Le niveau général des prix clandestins devrait donc, *en principe*, être plus élevé que celui des prix officiels, d'autant que les méthodes artisanales des fournisseurs, avec leur faible productivité, ne permettent pas de vendre à des prix très bas. *Mais en réalité*, les prix noirs sont souvent inférieurs aux prix officiels du fait que ceux-ci sont grevés d'une exorbitante taxe sur le chiffre d'affaires. Ce que l'on a pu observer en France il y a quelques années dans le domaine limité des ciga-

rettes américaines (moins chères au marché noir que chez les débitants) est un phénomène assez courant en Russie. Les consommateurs y trouvent leur compte, mais la productivité de l'économie dans son ensemble en souffre terriblement puisqu'une fraction importante du travail de la population est obligée de s'employer avec des outils vétustes et des méthodes désuètes au lieu de tendre à un rendement maximum dans des entreprises modernes et bien équipées. Encore convient-il de souligner que les entreprises modernes et bien outillées ne sont guère plus productives que le travail artisanal du fait que la non-utilisation d'une partie considérable de leur potentiel (phénomène général et généralement admis) enfle démesurément leur prix de revient.

En ce qui concerne les transactions clandestines résultant de *la pénurie de dirigisme*, et qui, loin d'être limitées au secteur de la consommation, pénètrent tous les rouages de l'économie soviétique, leur portée est évidemment bien plus considérable. Nous avons déjà dit que ces transactions seules permettent aux entreprises soviétiques de rester en activité (2). Partout où les larges canaux officiels sont obstrués, les vaisseaux capillaires se substituent à eux et maintiennent la communication entre les entreprises et entre les agents économiques. Le barrage étatique étant trop solide pour céder à la pression des eaux, celles-ci débordent et se fraient des passages étroits et sinueux à travers le paysage environnant.

Ces circuits parallèles corrigent les erreurs et les absurdités de la planification autoritaire. En permettant aux entreprises de fonctionner, ils réduisent leur non-rentabilité qui, sans eux, atteindrait des chiffres astronomiques. Les services clandestins sont relativement bon marché car la prime de risque est fort réduite quand — ce qui est généralement le cas — les organes de contrôle, intéressés à ce que tout fonctionne, ferment volontairement les yeux. Même le directeur chez qui l'entreprise voisine fait voler des pièces et des outils se garde bien de porter plainte puisqu'il se livre aux mêmes pratiques.

Pour l'économie dans son ensemble, cependant, il en résulte des pertes incalculables. Une fraction du travail global de la société est employée à des activités improductives : celui qui vole des instruments ou des matières chez le voisin ne produit rien puisqu'il se borne à procurer à son entreprise des produits d'ores et déjà créés ; le temps perdu par les directeurs et les innombrables intermédiaires à découvrir et à véhiculer les produits indispensables serait mieux employé à en produire. La circulation des marchandises, obligée d'emprunter des voies détournées et s'effectuant bien souvent par des moyens de fortune, est infiniment plus coûteuse que le commerce normal.

Mais la production et la circulation clandestines ont le mérite d'exister, alors que la production et la circulation officielles sont entravées et dans bien des cas arrêtées par des décrets, des ordres et des ukases contradictoires et inexécutables. Le recours aux procédés illicites comporte des risques ; mais l'inexécution des tâches prescrites en comporte aussi. Ces deux risques se balancent généralement, sauf en cas de vol, appelé « pillage » par la législation. C'est un délit grave que de piller des biens appartenant selon la loi à la collectivité et en réalité au clan des dictateurs. Et pourtant, sans ce « pillage », d'innombrables biens destinés à un emploi productif demeureraient ensevelis et inutilisés. Les « pillards » les déterrent, les mobilisent et les rendent à un emploi qui profite à la collectivité. Si ce métier leur rapporte et leur permet de s'enrichir personnellement, c'est la « planification » qui désorganise tout, qu'il faut incriminer. Dans une économie obéissant aux lois du marché, ils gagneraient leur vie honnêtement comme commerçants avisés et soucieux de satisfaire leur clientèle moyennant un profit normal réglé par la concurrence. Ils risqueraient la faillite, non point le poteau.

Il y a donc, dans l'économie soviétique, deux systèmes qui coexistent en s'interpénétrant : celui de la répartition et de l'attribution autoritaires par voie de décrets, régi par des prix artificiels, et celui du marché où se confrontent l'offre et la demande dans une semi-clandestinité et où s'établissent des prix plus proches de l'échelle normale, mais viciés par les primes de risques et par la capillarité des vaisseaux que doivent emprunter les transactions. Le premier système est paralysé par une planification absurde ; le second est entravé par l'illégalité et par les sanctions dont il est menacé. Le premier ne peut fonctionner que grâce au concours du second et le second n'existe qu'en raison de la défaillance du premier.

L'encrassement de l'économie soviétique et son incapacité à résoudre les problèmes vitaux qu'elle affronte sont arrivés aujourd'hui à un point où cette opposition dans la coexistence appelle une solution ; une synthèse s'impose, qui fasse disparaître la thèse : le dirigisme autoritaire, et son antithèse : le marché clandestin. Seul le rétablissement d'un marché normal et légal permettra à l'U.R.S.S. de restaurer son économie par une orientation souple poursuivant des objectifs raisonnables sous l'impulsion des lois du marché.

Les successeurs de Khrouchtchev ont du pain sur la planche.

LUCIEN LAURAT.

(2) Nous excluons le secteur prioritaire par excellence : le secteur militaire (production nucléaire comprise) jouissant de toutes les priorités possibles et qui a sans aucun doute des réserves suffisantes d'outillage, de pièces de rechange et de matières pour pouvoir tourner même en cas de livraisons en retard. Mais quelles immobilisations et quel gaspillage !

Le mouvement communiste en Inde

DE tous les pays en dehors du monde communiste, l'Inde a été certainement celui qui a ressenti le plus fortement les conséquences du conflit sino-soviétique. Elles s'y sont fait sentir sur un double plan, sur le plan de l'Etat et sur celui du mouvement communiste local. D'une part par suite de la rivalité sino-soviétique, l'Inde a dû faire face à deux politiques communistes exactement à l'opposé, l'une de l'autre : alors que l'U.R.S.S. multipliait ses démonstrations d'amitié, accompagnées d'une aide matérielle considérable, la Chine communiste n'hésitait pas à aller jusqu'à l'agression des frontières de l'Inde. D'autre part, le conflit sino-soviétique accélérait et rendait inévitable la scission du parti communiste indien.

Parmi les tests qui permettront de savoir si la chute de Khrouchtchev a entraîné des changements véritables, le moindre ne sera pas le comportement de Moscou à l'égard de l'Inde ; les successeurs de Khrouchtchev vont-ils continuer la même politique et rester entièrement hostiles aux Chinois, ou vont-ils prendre certaines distances à l'égard de l'Inde ?

B. L.

Scission dans le P. C. de l'Inde

LA querelle sino-soviétique a provoqué, depuis trois ans, la scission dans plusieurs petits partis communistes comme ceux de Belgique, du Brésil, du Pérou, d'Australie et de Ceylan, mais aucun des P.C. numériquement forts et politiquement importants n'avait subi réellement cette épreuve. En Europe occidentale, la dissidence pro-chinoise qu'ont connue les partis communistes français et italien est demeurée jusqu'à présent très faible et l'on ne peut parler de scission. En Asie, le P.C. indonésien s'est, à l'inverse, rangé aux côtés des Chinois, mais il n'a pas connu, lui non plus, de scission, pas même de dissidence pro-soviétique. Avec la fondation officielle d'un P.C. pro-chinois en Inde, un grand parti s'est trouvé pour la première fois scindé en deux, si bien qu'il existe désormais deux partis communistes indiens : l'ancien P.C., présidé par *S.A. Dange*, et le nouveau P.C. avec *P. Sundarayya* comme secrétaire général.

LE CONGRES DE FONDATION

Du 9 au 15 avril 1964, le Conseil national du P.C. de l'Inde s'était réuni à New Delhi sous la présidence de Dange. Mais quand ce Conseil termina ses travaux, sa composition n'était plus la même : 32 de ses membres avaient démonstrativement quitté la salle. Il s'agissait des partisans du camp pro-chinois, auxquels venait de se joindre le chef de file de la tendance « centriste », *Namboudiripad*.

Les dissidents, dans un manifeste, firent savoir que leur rupture avec la direction officielle était définitive et annoncèrent leur décision de convoquer un congrès des « véritables marxistes-léninistes ».

En riposte, la direction officielle du P.C. fit publier, le 15 avril, une résolution accusant les dissidents de collusion étroite avec les Chinois dans l'ex-Internationale communiste : « *Les activités et le comportement du groupe dogmatique et sectaire dans notre parti sont apparus conjointement avec les attaques lancées contre le parti communiste de l'Inde par les dirigeants du parti communiste de Chine et du parti communiste de l'Indonésie* ».

En même temps, la direction officielle prit la décision, non d'exclure, mais seulement de suspendre les 32 membres du groupe pro-chinois, parmi lesquels figuraient *Gopalan*, *Gupta*, *Namboudiripad* et *Sundarayya*.

En juin 1964, les dirigeants de la fraction pro-chinoise du P.C. indien se réunirent à Tenali, dans l'état d'Andhra, et prirent des dispositions en vue d'organiser prochainement les assises d'un nouveau parti communiste.

Le congrès de fondation s'est, en effet, réuni dans les premiers jours de novembre Sa composition, à elle seule, indiquait déjà que l'exclusion lancée par Dange avait eu peu d'effet sur les militants. Dès l'ouverture du congrès, on put constater — fait capital — le ralliement au camp pro-chinois du groupe « centriste » dirigé par E.M.S. Namboudiripad, ancien président de l'éphémère gouvernement communiste de l'Etat de Kerala, seul gouvernement communiste de la fédération indienne.

Durant les premières années du conflit sino-soviétique, Namboudiripad avait pris une position conciliatrice, refusant, au moins en public, d'épouser soit le point de vue de Moscou soit celui de Pékin. Mais plus le conflit s'aggravait, plus la tendance « centriste » s'éloignait des positions soviétiques et se rapprochait des positions chinoises. En fait, cette tendance centriste apparaissait comme l'appoint capable de faire pencher la balance en faveur de l'un ou de l'autre. Le choix que ferait Namboudiripad paraissait devoir être décisif étant donné l'autorité politique du personnage, laquelle ne lui venait pas seulement du rôle joué au Kerala, mais aussi des fonctions qu'il avait exercées dans l'appareil du parti. Il avait été, par intérim, secrétaire général du P.C. depuis novembre 1959 et, à la suite de la mort de A. Ghosh (avril 1962), secrétaire général en titre. Sa démission a d'ailleurs été la manifestation extérieure de son désir de ne plus siéger à côté de Dange, président du parti, champion de la cause pro-soviétique.

Le congrès se réunit au début de novembre à Calcutta et il a procédé, selon la règle, à la fin de ses travaux, à l'élection d'un Comité central de 38 membres, d'un bureau

politique de 9 membres et d'un secrétaire général.

Namboudiripad figure parmi les membres du Bureau politique, ainsi que S.K. Gopalan (membre du P.C. depuis 1939), qui fut à plusieurs reprises emprisonné, en particulier de 1946 à 1951. Elu député en 1952, il partit peu après pour l'U.R.S.S., où il séjourna sept mois, représentant le P.C. indien d'abord au IX[e] congrès du P.C. soviétique (en octobre 1952), ensuite aux funérailles de Staline (en mars 1953). Président du groupe parlementaire communiste jusqu'en 1957, il dut céder son poste à Dange et se contenter de figurer désormais comme vice-président.

Le communiqué du 8 novembre soulignait que c'était *à l'unanimité* qu'avait été élu le secrétaire général, Puchalapalli Sundarayya

Né en 1913 dans une famille paysanne riche qui l'envoya faire ses études, Sundarayya se jeta dans l'action politique avant même d'obtenir son diplôme universitaire. Du mouvement de Gandhi, il glissa au communisme, devint membre du parti en 1932, du Comité central dès 1934 et du Bureau politique en 1953. Généralement situé à l'aile gauche du P.C., il eut des contacts avec les Chinois, en particulier lors du congrès du P.C. chinois en septembre 1956. Il fut alors l'un des trois dirigeants que le P.C. indien envoya à ce congrès.

IMPLICATIONS POLITIQUES DE LA SCISSION

Dans cette scission, deux conflits interfèrent : le conflit sino-soviétique et un conflit proprement indien, au sujet de la politique à suivre en Inde.

La politique soviétique d'amitié à l'égard du gouvernement du Congrès indien et l'obligation où se trouvaient les dirigeants du P.C. indien de tenir compte de cette politique ont été diversement appréciées par les militants depuis quelques années déjà. Dange apparaissait de plus en plus aux adversaires de cette politique comme préoccupé, non pas de réaliser le programme du P.C. indien, mais d'adapter la politique du parti aux exigences de l'action diplomatique du gouvernement de Moscou auprès du gouvernement de New Delhi. La fraction militante du parti voyait donc en lui l'homme qui empêchait le parti de mener une politique révolutionnaire, qui refusait de lutter énergiquement contre le Parti du Congrès et d'exploiter les difficultés du régime, comme par exemple la crise alimentaire qui sévit actuellement dans plusieurs provinces. Dange se montrait de plus en plus dur à l'égard des militants qui refusaient de s'aligner sur la politique soviétique, comme Namboudiripad, ou trop conciliant à l'égard du gouvernement de la New Delhi.

Cet antagonisme croissant a entraîné l'élaboration de deux programmes entièrement différents à l'intérieur du P.C. indien en ce qui concerne la tactique à suivre à l'égard du Parti du Congrès. Ces deux programmes — ces deux tactiques — fourniront désormais leur base politique à deux partis communistes distincts.

D'après les communistes pro-soviétiques, la voie indienne vers une « démocratie nationale nécessiterait une alliance tactique entre le P.C. indien et les éléments progressistes du Parti du Congrès indien, le P.C. représentant la classe ouvrière et les éléments progressistes représentant la petite bourgeoisie nationale et la paysannerie pauvre et moyenne. Selon les communistes pro-chinois, au contraire, la classe ouvrière — c'est-à-dire le parti communiste — devrait lutter pour la formation d'un front ouvrier et paysan en conservant le rôle dirigeant pour lui-même et rejeter toute coopération avec le Parti du Congrès.

La chute de Khrouchtchev a contribué à son tour à écarter davantage l'une de l'autre la position de chacune des fractions communistes. Cette chute a été pour Dange une rude épreuve, car il s'était lié très étroitement à la politique de Khrouchtchev. Comme l'ont fait en Europe d'autres partis communistes pro-soviétiques, la direction officielle du P.C. indien, très gênée, a dû publier une déclaration où l'on s'étonnait des méthodes utilisées à l'égard de Khrouchtchev et où l'on déclarait la nécessité d'informations supplémentaires à ce sujet. Il ne fut cependant pas envoyé de délégation à Moscou. En effet, Dange devait se rendre à Budapest pour participer à la réunion de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) dont il est toujours vice-président. Il fut décidé qu'il s'arrêterait en chemin, à Moscou, pour y recevoir des informations complémentaires.

L'inquiétude provoquée par la chute de Khrouchtchev ne provenant pas de ce qu'on voyait disparaître un homme en qui on avait confiance, mais de ce qu'on craignait que sa mise à l'écart ne signifiât un changement dans la politique soviétique à l'égard de l'Inde. Le gouvernement indien devait craindre un éventuel rapprochement sino-soviétique, dont il pourrait faire les frais et Dange pouvait craindre qu'on exigeât sa démission puisqu'il avait eu partie liée avec Khrouchtchev.

La campagne menée contre Dange dès le début de 1964 par ses ex-collègues de la direction passés au camp chinois — visant à prouver qu'il aurait été un indicateur au service des autorités britanniques dans les années 1920 — avait d'ailleurs porté quelques fruits même à l'intérieur du camp pro-soviétique.

De toute façon, la scission intervenue définitivement dans le mouvement communiste de l'Inde a eu pour effet que désormais il y a deux partis communistes, qui tous deux prétendent être le véritable. C'est ainsi que le congrès de fondation du P.C. pro-chinois a été présenté comme « *le 7[e] congrès du parti communiste indien* », alors que Dange, de son côté, prépare également un « 7[e] congrès du P.C. » primitivement prévu pour septembre 1964, mais ajourné à décembre 1964.

Comme pour accroître la confusion, chacun des deux partis prétend rassembler la majorité des membres du P.C., dont le total se chiffrait en 1960 aux environs de 180.000.

Depuis lors, il y a eu l'agression chinoise contre les frontières de l'Inde, qui a provoqué une forte désertion dans les rangs du parti. Chacun des deux partis affirme avoir avec lui 70 à 80 % des membres anciens. Mais il apparaît comme fort probable que dans les trois provinces de l'Inde où le P.C. avait ses plus forts effectifs, le plus grand nombre de voix, — Bengale occidental, Andhara et Kerala — la majorité s'est ralliée au nouveau parti communiste. Comme il y aura des élections à Kerala en février 1965, on saura bientôt auquel des deux P.C. les électeurs communistes donneront le droit de se dire majoritaire.

Pour le moment, les dirigeants du P.C. pro-chinois, qualifiés par Dange de « dogmatiques » et de « sectaires » s'efforcent d'introduire le maximum d'élasticité et de souplesse dans leur action. Conscients des très grandes difficultés qu'ils rencontreraient s'ils se présentaient comme de simples porte-paroles des Chinois en Inde — étant donné les sentiments anti-chinois éveillés par l'agression de l'automne 1962, ils laissent dans l'ombre de nombreux thèmes de leur ancienne propagande. En particulier, ils s'efforcent de ne pas parler de l'agression de 1962 qu'ils qualifient du terme pudique d' « *incident frontalier* ».

Un détail est révélateur à cet égard. Lors de leur conférence de Tenali, en juin 1964, la salle était ornée de photos de Mao Tsé-toung, ce qui n'avait pas manqué de provoquer de vives réactions dans l'opinion publique et dans le parti communiste. Cette fois, ils n'ont pas commis cette erreur. De même, dans les textes adoptés au congrès, ils ont déclaré être libres à l'égard de Moscou comme de Pékin, (ce qui n'est, bien entendu, pas vrai). Ils ont compris également qu'il valait mieux placer au premier plan les problèmes indiens et non les questions en discussion entre Moscou et Pékin ; ils ont par conséquent proclamé que l'élément principal de leur action était la lutte sans réserve contre le gouvernement indien.

Dans la modification de leur tactique, les fondateurs du nouveau parti arriveront forcément à se rapprocher des méthodes chinoises de lutte. De celles-ci, deux aspects revêtent une importance capitale en Inde : l'utilisation plus poussée des possibilités de « travail » dans les campagnes, (au lieu de compter essentiellement sur les villes) ; la formation de noyaux de résistance dans les régions a sa force principale, en vue de préparer un futur « Yenan indien » (lequel ne serait pas forcément fondé sur la force militaire comme ce fut le cas en Chine, les conditions politiques et nationales étant différentes dans l'Inde de 1964 de ce qu'elles étaient dans la Chine de 1936).

La formation du parti communiste pro-chinois en Inde met un point final à la phase principale d'un processus commencé en Asie dès que Moscou et Pékin entrèrent en conflit : le passage de l'hégémonie sur le mouvement communiste d'Asie des mains des Russes aux mains des Chinois.

Dans les trois pays les plus peuplés de l'Asie — le Japon, l'Indonésie et l'Inde — c'est un fait acquis que le mouvement communiste s'est soustrait à l'emprise russe et qu'il est passé (pour ces deux premiers pays en presque totalité, pour le troisième probablement en forte majorité) sous l'influence des Chinois. Quelque soit le résultat des contacts repris entre Moscou et Pékin après la chute de Khrouchtchev et même dans l'hypothèse la plus optimiste — qui n'est pas la plus probable — d'une réconciliation durable, il parait impossible de revenir à la situation d'autrefois, quand Moscou avait pleine et entière autorité sur la politique suivie par ces trois partis communistes asiatiques.

Les élections dans l'Etat de Kerala et la querelle sino-soviétique

EN Inde comme dans le monde entier, on suit avec un intérêt particulier les développements et la préparation des élections qui doivent avoir lieu en février-mars 1965 dans l'Etat de Kerala, un état fort petit, mais stratégiquement important, où, pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste mondial, les communistes accédèrent au pouvoir en 1957 par la voie électorale.

Ce petit Etat de l'extrême sud, avec des ports importants sur l'océan Indien, présente plusieurs caractéristiques particulières. Il a le pourcentage le plus élevé d'alphabétisation, la plus grande population chrétienne et l'influence du parti communiste y est prédominante comme dans aucun autre Etat ou partie de l'Inde, avec des gouvernements des plus instables. C'est dans cet Etat clef que le parti communiste indien se fit une place d'honneur dans le communisme mondial en se faisant porter pour la première fois au pouvoir par le suffrage direct, secret. Malgré une forte opposition dans le pays, le Premier ministre d'alors, Nehru, le laisse former et diriger environ pendant deux ans le premier gouvernement communiste élu dans un pays parfaitement démocratique, ayant un système parlementaire de type anglais, et en toléra tous les actes jusqu'à ce que cela devînt impossible. Le gouvernement communiste fut dissous et le président administra l'Etat par l'intermédiaire d'un gouverneur assisté de conseillers officiels. Aux élections suivantes, le parti communiste ne recueillit plus le même nombre de voix et ne put donc arriver au pouvoir. Pourtant ni le parti du Congrès ni les autres partis politiques ne pouvaient assurer au Kerala un gouvernement stable, des difficultés surgissant toujours entre les partis de la coalition, par suite (en partie) des machinations du parti communiste qui représentait une force formidable. Il y a quelques semaines, le gouvernement du parti du Congrès a dû démissionner, plusieurs de ses membres lui

ayant retiré leur soutien, et de nouveau le gouvernement a été remis à l'autorité présidentielle. Les prochaines élections seront conduites par elle et les différents partis ne pourront donc pas accuser le gouvernement d'irrégularités.

A quelques mois des élections, une fièvreuse activité règne au Kerala, et toute l'Inde suit ce qui s'y passe.

Le Congrès est toujours gravement divisé et n'a pu ramener au bercail les dissidents qui ont provoqué la chute de son gouvernement. Ceux-ci se préparent à organiser un parti à eux pour participer aux élections. Les autres partis ne sont pas assez populaires pour recueillir un nombre de voix appréciable. La Ligue musulmane, les socialistes Praja, aujourd'hui parti socialiste unifié, peuvent aider les autres partis à former un gouvernement de coalition si aucun n'obtient une majorité absolue, comme c'est le cas en ce moment. Ils ne peuvent battre le parti du Congrès ou le parti communiste. Le parti du Congrès fait de vigoureux efforts pour persuader ses dirigeants dissidents de réintégrer et pour obtenir le soutien d'autres partis afin d'assurer son succès aux urnes.

Le parti le plus fort et le plus populaire du Kerala est toujours le parti communiste, mais aujourd'hui il est, lui aussi, gravement divisé du fait des divergences idéologiques entre les deux puissances communistes géantes, l'Union soviétique et la Chine rouge. Le groupe pro-soviétique est connu sous le nom d'aile droite du parti communiste indien, le groupe pro-chinois sous celui de l'aile gauche. L'aile gauche est dirigée par M. E.M.S. Namboudiripad, ancien Premier Ministre du gouvernement communiste de Kerala qui avait été mis derrière les barreaux au début de l'attaque de la Chine contre l'Inde. A l'en croire, des 24.000 membres que le parti communiste avait avant la scission, 18.000 ont déjà rejoint l'aile gauche. Beaucoup d'autres ont refusé de suivre l'une ou l'autre fraction. Dans les milieux communistes et de compagnons de route de Kerala, le groupe dominant est nettement la fraction pro-chinoise. Les communistes de droite ne cachent pas que Namboudiripad compte redevenir Premier Ministre de Kerala et que le groupe de Pékin est soutenu et guidé par les dirigeants chinois. L'aile droite, le parti communiste officiel, est trop faible pour résister à ses camarades pro-chinois. Des efforts sont néanmoins faits pour unir les deux fractions du parti communiste, à titre de mesure stratégique, afin de reprendre le pouvoir au Kerala par la voie des élections.

Les communistes, de droite comme de gauche, mettent tout en œuvre pour reprendre le pouvoir dans l'Etat. Certaines tendances indiquent qu'à moins d'imprévu l'expérience des élections de 1957 pourrait se renouveler et que les communistes pourraient l'emporter grâce aux votes hostiles au Congrès et à la division de ce parti lui-même. La situation générale est peut-être pire aujourd'hui que n'était celle qui en 1957 porta les communistes au pouvoir. Mais les communistes de droite et de gauche s'accusent au Kerala de saboter l'unité électorale dirigée contre le Congrès alors que les deux fractions du Congrès divisé se séparent de plus en plus. Les communistes de gauche croient que les « *dangetistes* » (nom qu'ils donnent aux communistes de droite) songent encore à collaborer avec le Congrès. Ils insistent pour que la répartition des sièges à l'Assemblée entre les communistes de droite et de gauche du front uni proposé se fasse sur la base de la force et de l'influence des uns et des autres auprès des électeurs.

Dans l'état actuel de l'influence communiste au Kerala, le groupe pro-chinois domine. Le correspondant à New Delhi de *Current*, hebdomadaire de Bombay, écrivait le 22 août dernier — information qui n'a jusqu'à présent été démentie par personne, bien que, dans le passé, Radio-Pékin ait plusieurs fois démenti et injurié *Current* — que « *la Chine s'intéresse activement aux prochaines élections de Kerala, apprend-on de source sûre ici. La Chine est décidée à voir les communiste de gauche élus à ces élections. Selon des informations qu'on possède, Pékin a donné des instructions au sujet de ces élections à certains dirigeants de gauche* ».

On rapporte aussi que l'ambassade de Chine à New Delhi a reçu des instructions similaires. On croit savoir que l'ambassade fera campagne pour l'aile gauche. La campagne se déroulera sans doute « dans la coulisse ».

On a appris, d'autre part, que quelques dirigeants appartenant à la fraction de gauche du P.C. indien ont eu des réunions à huis clos avec les fonctionnaires chinois. Ces réunions ont eu lieu à l'ambassade de Chine et dans des restaurants de New Delhi.

Il est significatif que la plupart de ces dirigeants communistes qui ont rencontré les fonctionnaires de l'ambassade de Chine soient ceux qui dirigent la campagne électorale. Ils se déplacent constamment entre New Delhi et Kerala.

Les dirigeants de gauche auraient établi une aile électorale à New Delhi. « L'aile » reçoit constamment des conseils et des instructions de Chine.

Selon les informations authentiques qui parviennent à New Delhi de Pékin, les dirigeants chinois ont reconnu au cours d'une récente réunion du parti communiste chinois à Pékin qu'ils veulent renforcer l'aile gauche en Inde.

La presse chinoise, y compris les quotidiens officiels publiés à Pékin, se montre vivement intéressée par les prochaines élections au Kerala.

Quant à l'intérêt des Soviétiques, il apparaît dans une dépêche de Berlin, parue dans *Current*, le 10 octobre 1964. Selon celle-ci, « *la Russie a réduit dernièrement ses émissions à l'intention de l'Europe occidentale pour se concentrer sur les émissions vers les pays limitrophes de la Chine communiste, confirme-t-on de sources d'Europe occidentale. Les émissions soviétiques en 10 langues européennes ont été réduites tandis que les émissions dans les langues parlées en Inde, Afghanistan, Mongolie, Nepal, Corée et Chine elle-même étaient augmentées. Plusieurs émis-*

Les dirigeants mongols après la chute de Khrouchtchev

IL est difficile d'avoir des informations de la République Populaire de Mongolie. Mais, si prudent qu'il faille être dans des affirmations de ce genre, il semble qu'on peut assurer que les dirigeants de cette république communiste ont accueilli par le silence deux événements qui n'étaient pourtant pas sans les concerner : la « liquidation » politique de N. S. Khrouchtchev et l'explosion de la bombe atomique chinoise, laquelle a eu lieu pourtant au Sin Kiang, c'est-à-dire à leurs portes.

Aucune déclaration officielle du Parti Révolutionnaire Populaire de Mongolie (P.R.P.M.) sur ces sujets ne nous est parvenue, mais, dans les semaines qui ont suivi l'élimination de Khrouchtchev, Tsédenbal, premier secrétaire du P.R.P.M. a eu l'occasion de préciser les positions de son parti dans le Mouvement Communiste International.

En effet, le 23 octobre, il arrivait à Varsovie pour une visite assurément prévue de longue date. Il y a été accueilli avec un éclat, un luxe de commentaires de presse, qui témoignent de l'importance qu'attachent les communistes pro-soviétiques à la présence des Mongols dans leur clan.

Venant de Hongrie (encore une visite à noter...) *Joumjakin Tsedenbal*, chef de la délégation mongole, arriva à l'aérodrome d'Okecie à Varsovie avec sa famille. Il était accompagné de *Ragishaa* (1), vice-premier ministre, président de la commission de planification, *Mangatyn Deguersouren*, ministre des Affaires étrangères, *Dam Dinkin Gombajav*, membre du comité central du P.R.P.M., ministre du Commerce extérieur, *Sandagsuren Kin Balgan* (2), membre du comité central du P.R.P.M.

Les grands du régime étaient venus accueillir à l'aérodrome la délégation mongole. Gomulka, premier secrétaire du P.O.P.U., Cyrankiewicz, président du Conseil, et treize autres personnalités politiques, dignitaires du parti et ministres attendaient Tsedenbal et sa suite. C'était donner à la réception une grande solennité. Toute la presse par ailleurs fut mobilisée.

Le jour même de l'arrivée des dirigeants mongols, *Trybuna Ludu* consacra à leur visite son éditorial. Il y était rappelé que les relations diplomatiques entre la Pologne et la Mongolie extérieure avaient été établies le 14 avril 1950. On y soulignait d'autre part :

— le développement de la coopération politique et économique entre les deux pays ;

— les relations plus étroites encore depuis la visite des dirigeants polonais Gomulka et Cyrankiewicz en 1961 à Oulan Bator ;

— l'accession de la Mongolie extérieure au Comité d'Entr'aide économique (que nous appelons le COMECON), en 1962.

L'article évoquait aussi l'accord conclu entre les deux pays pour une durée de quatre ans (1961-1965) qui avait permis l'importation en Pologne de laine de mouton, de poil de chameau, de peaux et de viande, et l'exportation vers la Mongolie extérieure des principaux articles industriels de consommation, de machines et d'installations industrielles.

Il était dressé, dans ce même éditorial, un bilan des travaux effectués en Mongolie extérieure par des équipes de techniciens, d'architectes et de géologues polonais tels que : la construction d'un centre industriel à Darchan, le plan de modernisation de la capitale mongole Oulan Bator, les recherches sur les ressources naturelles de la Mongolie.

Enfin, on rappelait les échanges d'artistes, d'expositions folkloriques, l'importation en

(1) Pour certains noms, on ne peut assurer que la transcription phonétique polonaise soit exacte.

(2) L'ambassadeur de Mongolie à Varsovie s'appelle aussi *Balgan*. On nous dit qu'il était à l'aérodrome pour accueillir Tsedenbal. S'agit-il du même personnage, ou d'un homonyme ?

---

sions de plusieurs heures par semaine, en malayalam, ont été introduites à l'intention de l'Etat de Kerala ».

Pour le moment, l'aile pro-chinoise du parti communiste a de bonnes chances de sortir des élections comme le plus grand parti de l'Etat. Mais ses tendances pro-chinoises, alors que la Chine continue de masser des troupes sur la frontière nord de l'Inde et refuse d'engager des négociations peuvent amener les électeurs les plus avertis à voter pour l'aile droite du parti communiste, bien que son emprise soit moins grande.

Deux autres facteurs sont à considérer. Le gouvernement de l'Inde ne laissera vraisemblablement pas un régime entièrement communiste s'installer dans l'Etat stratégiquement important de Kerala ; car il n'a pas l'autorité qu'avait Nehru pour pouvoir braver l'opposition du pays. L'opinion le soutiendra s'il s'oppose à l'instauration d'un régime communiste dans un Etat indien au moment où la nation continue à faire face à la menace croissante de la Chine de l'autre côté de ses frontières. L'explosion de la première bombe atomique chinoise a rendu le public plus vigilant et il presse le gouvernement indien de produire aussi des bombes. On craint aussi que l'élimination de Khrouchtchev entraîne une réconciliation sino-soviétique, et que, l'enthousiasme des Russes pour fournir à l'Inde une aide militaire décroisse, car on se souvient que les avions MIG promis par la Russie n'étaient pas arrivés à temps lors de l'agression des Chinois. Tous ces facteurs, tout en influençant les partis à des degrés divers, joueront un rôle décisif aux élections de Kerala. Des développements de onzième heure pourraient ainsi bouleverser tous les calculs des communistes, des compagnons de route, de leurs sympathisants et supporters.

P.N. AGARWALA.

Mongolie extérieure de films polonais, les travaux de savants, ethnographes, paléontologues polonais, etc...

Le 24 octobre 1964, l'hebdomadaire *Polityka* publiait un article intitulé : « *Un pays d'hier et de demain* », consacré à l'histoire et aux ressources naturelles de la Mongolie. L'auteur, Z. Soluba, y indiquait notamment que les échanges commerciaux entre la Pologne et la Mongolie étaient passés de 18.600.000 zlotys en 1962 à 31.700.000 zlotys en 1963 et 35.000.000 de zlotys en 1964.

Les dirigeants mongols furent accueillis à Varsovie de manière exceptionnelle : drapeaux mongols, photos géantes de Tsedenbal et Gomulka dans les rues, foules enthousiastes, enfants des écoles massés sur le parcours du cortège, fillettes en costumes folkloriques. Puis ils visitèrent en train spécial la côte Baltique.

Ici et là, quelles furent les déclarations officielles ? Quelles remarques suggèrent-elles ?

Avec insistance, les Polonais et Mongols ont affirmé la nécessité de la coexistence pacifique, celle de l'unité du camp socialiste ainsi que la valeur de l'orthodoxie doctrinale :

Gomulka : « *La lutte commune pour la paix et pour la coopération pacifique internationale qui nous unit repose sur le respect de la liberté et de l'indépendance de toutes les nations. Nous appartenons à la même famille des pays socialistes, famille dont l'unité et la solidarité sont chères autant à nous qu'à vous* » (discours d'accueil à l'aérodrome d'Okecie, 23 oct. 64).

Tsedenbal : « *Nous constatons avec satisfaction que nos deux partis ont la même prise de position conséquente à l'égard des problèmes contemporains essentiels ; ils défendent résolument la pureté du marxisme-léninisme, l'unité du mouvement communiste ouvrier mondial* » (réponse de Tsedenbal, aérodrome d'Okecie, 23 oct.).

Les discussions se sont déroulées dans le plus grand secret. Elles furent fréquentes et longues. Commencées le 23 octobre, elles se sont poursuivies pendant deux jours et rien n'en a transpiré. On est donc obligé de se contenter de rapporter le communiqué commun final, qui porte la date du 28 octobre 1964 et fut signé par : Ladislas Gomulka et J. Cyrankiewicz pour les Polonais, par Joumjakin Tsedenbal pour les Mongols. En voici de larges extraits :

Le communiqué comporte trois chapitres. Le premier, consacré aux échanges commerciaux entre la Pologne et la Mongolie, insiste sur la nécessité de « *renforcer la coopération économique entre la République populaire de Mongolie et la République populaire de Pologne pour les années* 1966-1970 ». Il y est dit notamment :

« *Les deux parties contractantes constatent que la coopération économique et technico-scientifique polono-mongole apporte des avantages aux deux pays ; elles sont décidées à étendre cette coopération, en particulier en matière d'agriculture, d'élevage, de transformation de produits agricoles et de recherche géologique* ».

Dans le second chapitre, concernant les problèmes politiques, les deux parties se sont prononcées pour :

« — *la mise en œuvre des principes de la coexistence pacifique des pays ayant des régimes sociaux différents ;*

— *le désarmement complet et général ;*

— *la création en Europe centrale d'une zone dénucléarisée ;*

— *la liquidation de tous les vestiges du système colonialiste ;*

— *la souveraineté des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ;*

— *les résolutions adoptées à la conférence des pays non engagés tenue au Caire ;*

— *l'admission de la Chine populaire à l'O. N.U. ;*

— *les efforts entrepris à la conférence de Genève en matière de commerce.* »

Le troisième chapitre, le plus important, est le suivant :

« *Les représentants du P.O.P.U. et du Parti Populaire Révolutionnaire Mongol constatent avec satisfaction le développement de la coopération fraternelle fondée sur l'idéologie commune du marxisme-léninisme. Les deux partis continueront à développer cette coopération. Ils suivent à cet égard les principes contenus dans les documents élaborés collectivement au cours des conférences des partis communistes et ouvriers à Moscou en* 1957 *et* 1960.

« *Les deux parties contractantes soulignent l'importance internationale que présentent pour le mouvement communiste et ouvrier les expériences du P.C. de l'U.R.S.S. ; elles constatent que les résolutions de portée historique des XX^e^ et XXII^e^ congrès du P.C. de l'Union Soviétique ont enrichi la théorie et la pratique du mouvement ouvrier international.*

« *Le Parti ouvrier polonais unifié et le Parti populaire révolutionnaire mongol continueront à défendre la pureté du marxisme-léninisme. Ils déploieront tous leurs efforts en vue de surmonter — dans l'esprit de bons rapports de partis — les divergences survenues dans le mouvement ouvrier international.*

« *Les deux parties pensent que les divergences idéologiques existant dans les rangs communistes ne doivent pas être transposées dans les relations entre Etats.*

« *Le P.O.P.U. et le Parti populaire révolutionnaire mongol soulignent qu'un renforcement persévérant de l'unité et de la cohésion de la communauté socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'Internationalisme prolétarien, constituent la prémisse essentielle des succès et de l'accroissement ds forces socialistes mondiales.* »

La façon dont est reconnue la primauté (le mot est faible) du Parti Communiste de l'Union Soviétique est particulièrement significative. La résolution de la conférence des 81 partis (novembre 1960) oblige les « Partis-frères » à reconnaître la valabilité universelle des décisions du XX^e^ Congrès. Gomulka et Tsedenbal étendent cette vertu aux décisions du XXII^e^ Congrès.

La première Constitution de la République populaire mongole

Le principal des 160 « bouddhas vivants » de la Mongolie extérieure, le khoutoukhtou d'Ourga (actuelle Oulan-Bator), Bogdo Gegen, mourut le 24 mai 1924.

Chef spirituel, et encore officiellement chef d'Etat, le Grand Khoutoukhtou n'avait guère plus de pouvoir réel que le Dalaï Lama actuel du Tibet après la conquête chinoise. Un régime satellite de la jeune Union Soviétique avait été instauré en Mongolie extérieure par la force : victoire des bolchéviks contre les troupes de Russes blancs réfugiées en Mongolie, émeutes populaires mongoles étouffées dans le sang, premiers grands procès et premières épurations de 1922.

La mort du khoutoukhtou facilitait la laïcisation de l'Etat mongol, proclamé indépendant en 1911 à la chute des empereurs sino-mandchous.

Le poste de Grand Khoutoukhtou ne fut pas pourvu et même « *il fut résolu de ne plus faire nommer de nouvelles incarnations du Bouddha* ». (1)

La laïcisation de l'Etat mongol fut expliquée très clairement par Tseren Dordji, chef du gouvernement, qui s'exprima en ces termes (2) devant le Grand Khourouldan (assemblée nationale) :

« *Il aurait fallu, semble-t-il* [*lors de la prise du pouvoir par le parti révolutionnaire*] *introduire immédiatement le régime républicain, vu l'exploitation implacable de la masse populaire* [*sous l'ancien régime*]. *Mais, prenant en considération l'esprit qui règnait alors, la religion et les idées du peuple, il s'avéra nécessaire de faire du Bogdo Gegen un monarque à droits restreints. Mais, dans l'année, le Bogdo Kahn est décédé et le pouvoir suprême a été remis au Grand Khourouldan, et, dans les intervalles entre ses sessions, au gouvernement* ».

Cependant, le Parti révolutionnaire populaire mongol était loin alors d'être unanime, « monolithique ». Au cours de son 3e congrès, les divergences éclatèrent brutalement. La majorité pro-soviétique l'emporta et l'un des chefs des « droitiers » mongols, Dantsan, commandant en chef de l'armée et vice-président du conseil, fut condamné à mort.

L'emprise soviétique déjà forte se consolida au point qu'on peut trouver superflues les explications données par les nouveaux dirigeants mongols (inféodés à Moscou) au cours du 5e congrès mondial de la IIIe Internationale à Moscou (3). Leur argumentation est toutefois intéressante parce qu'elle décrit pour la première fois le processus de soviétisation et de communisation d'un pays à système « féodal » : « *Jusqu'ici, le travail et la lutte de notre parti étaient menés sous le signe de la lutte contre le système féodal théocratique. Mais, depuis l'année en cours, notre travail acquiert un caractère nouveau, un caractère de lutte de classes. Cette nuance de l'activité de notre parti excitera sans doute la résistance de nos « compagnons de voyage », les éléments aisés de notre plèbe, les arytes.* » (4)

Le délégué mongol marquait ainsi la participation de son parti aux activités de la IIIe Internationale (5). Sa bonne volonté — pour ne pas dire sa docilité — devait s'exprimer encore plus nettement... « *Nous demandons au Komintern de nous donner des instructions. Malgré les conditions incroyablement lourdes du travail, malgré les obstacles insurmontables qui se sont dressés, se dressent et se dresseront devant nous, le Parti populaire révolutionnaire mongol, lorsqu'il aura des directives, continuera ses efforts révolutionnaires pour le renouvellement du pays et, en fin de compte, les masses travailleuses de la Mongolie, conjointement avec les autres peuples opprimés et arriérés de l'Orient, donneront leur appui au développement de la révolution prolétarienne mondiale* ». (3)

Outre l'entrée de la Mongolie extérieure dans l'Internationale, cette déclaration manifestait le caractère particulier de la Mongolie : son caractère « oriental », colonial (« peuples opprimés ») et, avant la lettre, sa situation de nation « sous-développée » (« arriérée)...

Aujourd'hui, on le sait, la Mongolie extérieure est présentée par l'U.R.S.S. aux nations sous-développées comme l'exemple remarquable d'un pays qui a atteint la phase socialiste de développement économique et social sans passer par la phase capitaliste. Il y avait en germe, dans la déclaration mongole du 21 juin 1924, au 5e congrès mondial de la IIIe Internationale, les principes de sa situation particulière au sein du monde communiste.

---

(1) J. Lévine, « *La Mongolie* », Payot, 1937.
(2) *Novyvostok*, vol. 8-9, 1925, p. 277.

(3) Le Congrès s'est tenu deux mois avant la proclamation de la 1re Constitution Mongole.

(4) Cité par Lévine, O.C. pp. 155-156. Les « arytes » autre manière de nommer les « arats », pasteurs cavaliers et nomades, propriétaires de troupeaux.

(5) La Presse communiste internationale ou soviétique n'a donné aux événements de Mongolie qu'une importance secondaire. En dehors de NOVY VOSTOK, revue spécialisée dans les questions orientales ou extrême-orientales, on n'entend guère parler des délégués de la Jeune République Mongole. « *La correspondance internationale* » notamment ne fait pas allusion à eux dans ses comptes-rendus du Ve Congrès de l'Internationale Communiste, à partir du 3 décembre 1924.

Il n'était pas inutile de rappeler ces faits avant de parler de la première Constitution de la République mongole qu'ils n'ont précédé que de quelques mois. Le « *China Yearbook for* 1926 » note que « *cette Constitution a été adoptée à 4 heures 17 minutes le 30e jour du 10e mois de l'année* 14 *de l'Etat mongol* (26 novembre 1924 (6), dans la 14e séance du Grand Khourouldan de la République mongole ».

Dans son préambule, la première Constitution républicaine mongole, après avoir pris acte de la mort du Grand Khoutoukhtou, stipule qu'elle sera « *une constitution républicaine sans président occupant le poste de chef de l'Etat* ». Rien ne marque mieux l'influence de la collégialité constitutionnelle soviétique, régulièrement bafouée, on le sait, puisque le système appelle inévitablement le « vodj », la dictature quasi personnelle.

Passons sur les articles communs à toutes les constitutions. Ce qui est remarquable surtout, dans cette première constitution, c'est le souci de déclarer caduc le système féodal et théocratique, d'affirmer la disparition de la propriété privée et la nullité des traités internationaux d'avant 1911.

De ces deux affirmations, la première est d'ordre intérieur, la seconde d'ordre diplomatique. Elles entraîneront l'une comme l'autre une politique qui sera pour beaucoup la cause des déboires futurs du nouveau régime, parce qu'elles susciteront d'une part des réactions intérieures violentes de la part des propriétaires de troupeaux — les *arats* (les « koulaks » mongols, si l'on veut) et d'autre part des réticences, pour ne pas dire plus, de la part de la Chine, sur les questions frontalières.

La Constitution crée une armée populaire révolutionnaire mongole et fonde l'obligation pour toute la jeunesse travailleuse de suivre un entraînement militaire général. L'Eglise est séparée de l'Etat, la liberté de conscience est reconnue, la religion est proclamée « affaire privée de chacun ».

La presse, l'organisation de réunions publiques, de syndicats, de secours matériels aux pauvres sont également stipulés ainsi que l'égalité des droits pour tous les citoyens sans distinction de nationalité, de religion ni de sexe.

Au nom des « *intérêts du peuple travailleur* », le gouvernement de la République populaire mongole se réserve en outre le droit d' « annuler » ou de « limiter » les droits des individus ou des groupes qui agiraient contre les intérêts de la République.

Les princes gengiskhanides perdent leurs titres et leurs fonctions. Les privilèges des chefs religieux sont abolis.

Sur le plan international, la République mongole, sans exclure la possibilité de relations amicales avec des puissances étrangères non révolutionnaires, se donne pour tâche de mener une politique extérieure conforme aux « intérêts » et aux « tâches fondamentales » des petits peuples opprimés et des « travailleurs du monde entier ».

Le pouvoir suprême appartient au Grand Khourouldan (assemblée nationale), et, dans l'intervalle de ses sessions, au petit Khourouldan (sorte de Sénat). Enfin, entre les séances de ce dernier, à son bureau et au gouvernement.

Le Grand Khourouldan se compose des représentants des villages (aimaks), de la population urbaine et des troupes. Les députés sont élus pour un an. Les sessions ordinaires du Grand Khourouldan ont lieu une fois l'an, sur convocation du petit Khourouldan, lui-même élu par le Grand Khourouldan et se composant de 30 membres. Il se réunit au moins deux fois par an, indique au gouvernement les lignes générales de son activité et contrôle l'application de la constitution. C'est le petit Khourouldan qui nomme les ministres et accepte leur démission.

Sur le plan régional, il existe des khourouldans locaux qui règlent les questions communales et autres.

Le droit de vote est reconnu aux citoyens des deux sexes âgés d'au moins 18 ans à condition de vivre de leur travail. Les soldats (ciriks) ont également droit de vote.

Sont privés du droit de vote :

1° ceux qui gagnent leur subsistance exclusivement par l'exploitation d'un autre homme aux fins d'en profiter ouvertement ;

2° les marchands et usuriers vivant du travail d'autrui, d'intérêts de capitaux, de rentes, etc... ;

3° les ci-devant princes, khoutoukhtous et les personnes ecclésiastiques qui, de fait, vivent toujours au couvent ;

4° les personnes reconnues aliénées ou faibles d'esprit ;

5° les personnes condamnées pour crimes intéressés ou déshonorants.

Suivent d'autres articles, consacrés notamment à la loi budgétaire.

L'influence soviétique est évidente. Exception faite des articles consacrés aux problèmes particuliers à la Mongolie (abolition des privilèges des gengiskhanides et des chefs religieux, notamment), l'esprit même de la constitution mongole est conforme à l'esprit de la constitution soviétique de l'époque : affirmation du caractère révolutionnaire de l'Etat, disparition de la propriété privée, collégialité du pouvoir exécutif, etc...

Cette première constitution a été adoptée il y a 40 ans. Les « partis frères » ont célébré cet anniversaire en adressant des messages de sympathie au Parti Révolutionnaire Populaire Mongol. Dans celui du P.C.F. on pouvait lire que « *le gouvernement français aurait dû depuis longtemps établir des relations diplomatiques normales avec la République Populaire de Mongolie* » (l'Humanité, 28-11-64).

Jacques OLIVIER.

(6) L'an un de l'Etat Mongol étant 1911, après la Proclamation de l'indépendance et la chute de la dynastie suzeraine sino-mandchoue.

Effectifs et organisation du Parti communiste italien

La V^e Conférence Nationale d'Organisation du Parti Communiste Italien s'est tenue à Naples du 12 *au* 15 *mars* 1964. *A cette occasion, la Section Centrale d'Organisation de la Direction du P.C.I. avait rédigé une grosse brochure de* 104 *pages, destinée aux personnages importants du parti et intitulée :* Données sur l'organisation du P.C.I. — Dati sull' organizzazione del P.C.I.

Ce sont les statistiques contenues dans cet opuscule qui ont été exploitées pour élaborer la présente étude sur les effectifs, les forces électorales et la structure du Parti Communiste Italien.

I - Les effectifs du P. C. I.

Prenons d'abord la mesure exacte des effectifs globaux, de leur répartition géographique entre l'Italie du Nord, celle du Centre, l'Italie méridionale et insulaire, de leur évolution au cours de quatre années depuis 1960, enfin du nombre des femmes inscrites au Parti et des jeunes membres de la Fédération des Jeunesses communistes :

TABLEAU N° 1
EFFECTIFS GLOBAUX DU P.C.I.

	1960	1961	1962	1963
Nord	934.064	921.631	871.793	861.322
Centre....	449.776	437.376	420.145	419.490
Sud et Iles	409.134	369.613	338.612	334.300
TOTAL .	1.792.974	1.728.620	1.630.550	1.615.112

Le second tableau donne les effectifs masculins et les effectifs féminins, avec la proportion que représentent ces deux séries d'effectifs dans les effectifs globaux (les données manquent pour 1963).

Le troisième tableau donne, répartis par région, les effectifs féminins du P.C.I., ainsi que la proportion que représentent les effectifs féminins dans les effectifs globaux.

Les effectifs de la Fédération des Jeunes communistes (*Federazione giovanile comunista italiana* ou F.G.C.I.) sont comptés à part. Leur évolution est donnée par le tableau n° 4. On a calculé, en %, ce que représentent ces effectifs juvéniles par rapport à ceux du parti.

Il n'est pas inutile de mettre en évidence l'importance relative, par ensembles régionaux, des effectifs du parti (globaux, femmes et jeunesses). Le tableau n° 5 fait ressortir la place que tient l'Italie du Nord dans le P.C.I.

TABLEAU N° 2. — EFFECTIFS MASCULINS ET FEMININS DU P.C.I.

	1960		1961		1962	
	Membres	%	Membres	%	Membres	%
Hommes	1.328.716	74,2	1.281.961	74,1	1.221.868	75,0
Femmes.....	464.258	25,8	446.659	25,8	408.632	25,0
TOTAL	1.792.974	100	1.728.620	100	1.630.550	100

TABLEAU N° 3. — EFFECTIFS FEMININS DU P.C.I.

	1960		1961		1962	
	Membres	%	Membres	%	Membres	%
Nord	286.104	30,6	279.869	30,4	261.613	30,0
Centre	105.318	23,4	100.687	23,0	91.714	21,8
Sud et Iles	72.836	17,8	66.103	17,9	55.355	16,4
TOTAL	464.258	25,8	446.659	25,8	408.682	25,0

TABLEAU N° 4. — EFFECTIFS DE LA FEDERATION DES JEUNES

	1960		1961		1962		1963	
	Membres	%	Membres	%	Membres	%	Membres	%
Nord	97.854	10,3	100.106	10,8	85.169	9,7	81.278	9,4
Centre	50.681	11,1	55.625	12,5	48.530	11,6	44.330	10,4
Sud et Iles	63.208	15,4	65.311	17,6	49.814	14,4	48.083	14,3
TOTAL	211.743	11,7	221.042	12,7	183.563	11,2	173.701	10,7

TABLEAU N° 5. — EFFECTIFS DU P.C.I. — REPARTITION GEOGRAPHIQUE
(en pourcentage)

T = effectifs globaux. F = effectifs féminins. J = jeunesses.

	1960			1961			1962			1963	
	T	*F*	*J*	*T*	*F*	*J*	*T*	*F*	*J*	*T*	*J*
Nord	52,0	61,6	46,2	53,3	62,6	45,2	53,5	64,0	46,3	53,4	46,8
Centre	25,0	22,6	23,9	25,3	22,5	25,1	25,7	22,4	26,4	25,9	25,5
Sud et Iles..	22,8	15,6	29,8	21,3	14,7	29,5	20,8	13,5	27,1	20,7	27,7

On se rendra mieux compte de l'implantation géographique du P.C.I. si l'on compare l'importance relative de ses effectifs régionaux à la population de chaque région. D'après le recensement de 1957, la population italienne est d'environ 50 millions d'habitants, dont :

Nord ..... 45 %
Centre ..... 19 %
Sud et Iles ..... 36 %

(Rappelons

que l'Italie du Nord, comprend le Piémont, le Val d'Aoste, la Lombardie, la Vénétie, le Trentin-Haut-Adige, le Frioule-Vénétie Julienne, la Ligurie, l'Emilie-Romagne ;

que l'Italie du Centre est formée de la Toscane, de l'Ombrie, de la Marche et du Latium ;

qu'on groupe sous l'appellation d'Italie méridionale et insulaire les Abruzzes-Molise, les Pouilles, la Lucanie, la Campanie, la Calabre, la Sicile et la Sardaigne.)

Par rapport à la population, les membres du P.C.I. représentent la proportion suivante :

Nord ..... 3,9 %
Centre ..... 4,5 %
Sud et Iles ..... 1,8 %

Ces cinq premiers tableaux permettent quelques considérations d'ordre général.

Ce qu'on remarque tout d'abord (tableau n° 1), c'est un « tassement » progressif des inscrits, particulièrement sensible entre 1961 et 1962. Ce « tassement » s'est ralenti en 1963 et les indications que l'on possède sur le renouvellement des cartes et les adhésions en cours de 1964 indiquent que la crise a été résorbée dans une large mesure.

En effet, d'après *l'Unita* du 8 août 1964, à la fin de juillet, c'est-à-dire à une date où les effectifs annuels n'avaient pas atteint leur niveau maximum puisque le Parti recrute toute l'année, le total des inscrits s'élevait à 1.638.605, c'est-à-dire légèrement au-dessus des effectifs dénombrés en 1963 et 1962.

Les pertes ont été les suivantes, en valeur absolue et en valeur relative par rapport à 1960.

TABLEAU N° 6
LES PERTES DU P.C.I. DE 1960 A 1963

Pertes	1960-1962		1960-1963	
— du P.C.I..	162.424	9,0 %	177.862	9,9 %
dont :				
hommes.	106.668	8,0 %		
femmes .	55.576	11,9 %		
— de la F.C.G.I.	28.180	13,3 %	38.042	17,9 %

N.B. — Rappelons que les effectifs de la F.C.G.I. (Jeunes) sont comptés à part.

Comme on le voit par le tableau, les pertes ont été beaucoup plus fortes dans le secteur féminin, et plus encore dans le secteur juvénile que dans l'ensemble du Parti et dans le secteur hommes.

Pour ce qui est des jeunes, les pertes apparaîtraient encore plus fortes, si l'on prenait pour terme de comparaison l'année 1961.

En effet, entre 1960 et 1961, grâce à une intense propagande du Parti auprès des jeunes générations, les effectifs de la Fédération des jeunes s'étaient accrus de 9.299 unités, soit 4,3 %. Ce gain n'a été qu'épisodique. Aussi de 1961 à 1962 la chute est-elle de 37.479, soit 16,9 % et de 1961 à 1963, de 47.341, soit 21,4 %.

Ces données limitent donc la portée des affirmations de la propagande communiste selon laquelle le Parti serait *le symbole de l'émancipation féminine et le drapeau de la jeunesse.* Les chiffres disent exactement le contraire, et une analyse plus poussée montre que la situation est encore plus grave qu'il n'y paraît de prime abord.

En effet, d'après les tableaux nos 1 et 3, on voit que les pertes subies par les effectifs féminins sont plus importantes (ce qui a une signification politique) dans les régions les plus pauvres de l'Italie, où le problème de l'émancipation féminine devrait avoir plus d'importance. En 1960, les femmes représentaient 23,4 % des effectifs du P.C.I. dans le Centre, mais près de la moitié (48,2 %) des pertes subies dans cette région entre 1960 et 1962 venait de la diminution des effectifs féminins. Dans le Sud et les Iles, les femmes représentent 17,8 % des effectifs et 23,9 % du total des pertes. Dans le Nord, les pourcentages sont de 30,6 % pour les effectifs et 39,4 % pour les pertes.

On peut faire des constatations analogues en ce qui concerne les jeunes.

La diminution des effectifs juvéniles a été plus forte dans les régions les plus évoluées, c'est-à-dire dans celles où l'on trouve des étudiants et une jeunesse ouvrière plus qualifiée. Si, dans le Nord, les jeunes représentaient un effectif égal à 10,3 % de celui du Parti dans la même région, ce que la Fédération juvénile a perdu représente 21,9 % du total des pertes du Parti dans la région. Les proportions sont respectivement 11,1 % contre 20 % dans le Centre, 15,4 % contre 20 % dans le Sud et les Iles.

Les régions stratégiques

Toutefois, pour présenter dans cette analyse régionale les forces véritables du P.C.I. il est bon de se référer à un autre document, publié dans le rapport de la Commission d'organisation, qui concerne trois groupes de régions auxquels la direction du Parti a toujours attaché une particulière importance. Ces groupes de régions revêtent en effet à ses yeux une importance stratégique, qu'il s'agisse de stratégie politique, de stratégie révolutionnaire ou de stratégie militaire. Ces régions sont :

a) le *triangle industriel* qui comprend le Piémont, la Ligurie et la Lombardie, avec les trois « capitales industrielles » de l'Italie : Turin, Gênes et Milan,

b) la *région rouge* avec l'Emilie, la Toscane, l'Ombrie et la Marche sur la charnière centre-nord des Apennins,

c) le groupe régional de l'Est, avec la Vénétie, le Trentin-Haut-Adige et le Frioule-Vénétie Julienne (ces deux derniers ayant un statut régional particulier). Ces trois provinces constituent un ensemble stratégique important du point de vue militaire, sans parler de son importance politique due à la présence de minorités linguistiques allemandes et slaves.

Le tableau n° 7 donne les effectifs du P.C.I. dans ces trois groupes régionaux en 1963 et ce que représentent ces effectifs par rapport à l'ensemble.

TABLEAU N° 7. — EFFECTIFS DU P.C.I. DANS LES TROIS GROUPES REGIONAUX STRATEGIQUES

Triangle industriel	353.145	21,9 %
Région rouge	748.761	46,4 %
Groupe oriental.....	93.498	5,8 %

Ainsi 74,1 % des membres du P.C.I. se trouvent dans ces trois groupes.

Les pertes dans ces trois groupes se sont élevées au total à 93.100 entre 1960 et 1963, à savoir :

Triangle	28.428
Région rouge	49.781
Groupe oriental	14.991

Les pertes subies dans ces trois régions (93.100) représentent 52,5 % de l'ensemble des pertes. Elles sont toutefois proportionnellement moins fortes dans l'ensemble de ces trois groupes (où elles atteignent seulement 7,1 %) que dans l'ensemble du Parti (9,9 %).

En pourcentage par rapport à 1960, les pertes dans ces trois régions se présentent ainsi :

Triangle industriel :

Piémont.....	— 5,3 %
Ligurie	— 4,1 %
Lombardie	— 9,4 %

Région rouge :

Emilie	— 6,8 %
Toscane	— 6,2 %
Marche	— 2,0 %
Ombrie	— 6,0 %

Groupe régional de l'Est :

Vénétie.....	— 16,2 %
Trentin-Haut-Adige	— 18,0 %
Frioule-Vénétie Julienne .	— 5,0 %

Ces chiffres montrent qu'il est plus difficile de résister au « tassement » des effectifs dans la Vénétie et le Trentin, régions où l'implantation catholique est très forte. Par contre, en Ligurie et surtout dans la Marche, la résistance du Parti communiste itaien au courant de désaffection enregistré dans l'ensemble du pays est très solide.

Il n'est pas sans intérêt de considérer les variations des effectifs féminins dans ces trois groupes géographiques. Le document de la Commission d'Organisation permet de le faire.

TABLEAU N° 8. — FEMMES INSCRITES AU P.C.I.
DANS LES TROIS REGIONS STRATEGIQUES EN 1962

	Effectifs	% sur les effectifs nationaux féminins	% sur les effectifs du groupe régional
Triangle	79.841	19,6	22,5
Région rouge	236.072	57,8	31,2
Groupe oriental	21.038	5,1	21,9
TOTAL.....	336.951	82,5	

Les pertes en adhérentes ont été dans ces trois groupes de 34.264 entre 1960 et 1962 (Triangle : 10.648, région rouge : 19.567, groupe oriental : 4.051). Cela représente 61,6 % seulement de l'ensemble des pertes en adhérentes. On voit que, par rapport au pourcentage des femmes inscrites (82,5 %) les pertes sont relativement assez faibles.

Les effectifs des jeunes dans ces trois mêmes régions ont évolué de la façon suivante :

TABLEAU N° 9. — JEUNES INSCRITS DU P.C.I.
DANS LES TROIS REGIONS STRATEGIQUES DE 1960 A 1963

	1960	1961	1962	1963	% du total des inscrits 1963
Triangle	31.049	33.370	27.899	29.466	17,0
Région rouge	96.494	100.750	85.664	75.749	43,6
Groupe oriental	11.266	10.417	9.759	9.491	5,5
TOTAL.....	138.809	144.537	123.322	114.706	66,1

Au total, dans ces quatre années, et malgré l'amélioration du recrutement entre 1960 et 1961, les pertes ont été de 24.103, ce qui représente 65,0 % des pertes subies par la Fédération des jeunesses dans l'ensemble du pays (37.042). La proportion des pertes est en gros la même que pour l'ensemble de la Fédération. Toutefois, si les pertes sont seulement de 6,3 % dans le triangle industriel et de 11,9 % dans le groupe oriental — c'est-à-dire inférieures à la moyenne nationale — elles atteignent 21,4 % dans la région rouge. Cette chute, dans une région solidement contrôlée par l'appareil communiste, est l'indice de difficultés rencontrées par le P.C.I., d'autant plus qu'elle s'observe aussi bien dans les villes qu'à la campagne.

Cette dernière remarque ne doit toutefois pas faire oublier que, dans les trois régions tout particulièrement importantes pour son action, le P.C.I. fait preuve d'une plus grande résistance qu'ailleurs à la baisse des effectifs.

Les effectifs urbains

Le rapport de la Commission d'Organisation fournit quelques données sur le recrutement du Parti dans les villes.

Le tableau n° 10 regroupe ces renseignements.

TABLEAU N° 10
LES EFFECTIFS URBAINS DU P.C.I.

	1960	1961	1962
Chefs-lieux (1)	507.440	497.089	466.299
Grandes villes (2)	128.271	126.080	111.001
Villes de + de 100.000 h.	264.307	257.681	247.004
TOTAL	900.018	880.850	824.304

(1) Chefs-lieux des régions, dont Rome.
(2) Milan-Turin-Rome-Naples.

Si l'on considère que les pertes subies entre 1960 et 1962 s'élèvent à 162.424, pour l'ensemble du Parti, celles qu'il a connues dans le secteur urbain se présentent de la façon suivante :

		% des pertes nationales
Chefs-lieux ...	41.141	25,3
Grandes villes .	17.270	10,6
Plus de 100.000	17.303	10,6

D'autre part, les effectifs de ces trois groupes représentent respectivement 28,5 %, 6,8 % et 15,1 %, soit au total 50,4 % de l'ensemble du Parti. Un peu plus de la moitié des effectifs, moins de la moitié des pertes (46,5 %) : la chute des effectifs est légèrement plus faible dans le secteur urbain que dans l'ensemble du Parti.

Les nouveaux inscrits

Le rapport de la Commission d'Organisation consacre un chapitre à l'évolution du recrutement des nouveaux inscrits. Il n'est toutefois pas indiqué s'il s'agit d'adhérents qui s'inscrivent pour la première fois ou qui se réinscrivent.

TABLEAU N° 11. — L'EVOLUTION DU RECRUTEMENT

	1960		1961		1962	
Nord	47.370	33,3	57.541	43,5	42.611	40,5
Centre	28.034	19,7	22.849	17,3	22.163	21,0
Midi	66.561	46,8	51.660	39,1	40.385	38,4
TOTAL	141.965	100,0	132.050	100,0	105.159	100,0

Le nombre des « nouveaux » a baissé d'année en année. La chute, sur trois années, est de 23 %, alors que celle de l'ensemble des effectifs n'est que de 10 %.

Fait remarquable : le Midi qui compte 22,8 % des effectifs a recruté en 1960 plus que le Nord, où se trouvent 52 % des effectifs et presque autant en 1961 et 1962. Cela s'explique sans doute parce que, dans le Nord, le P.C.I. est plus près d'avoir fait le plein, que la réserve d'inscrits possibles y est moins grande.

Malgré ce recrutement important (158.606 nouvelles recrues en trois ans), les organisations méridionales du Parti ont vu leurs effectifs diminuer.

En 1960, sur les 409.134 membres qu'elles comptaient, 66.361 étaient des « nouveaux », 342.573 des anciens.

En 1962, les effectifs étaient, dans ces mêmes régions de 338.612. Si les nouveaux venus de 1960 et de 1961 étaient encore tous au Parti en 1962, il y aurait eu alors 180.006 anciens contre 158.606 nouveaux. Ce n'est assurément pas le cas, car beaucoup de nouveaux inscrits ne renouvellent pas leur carte au terme de la première année. Il y a donc, dans les organisations méridionales du Parti, une masse considérable d'adhérents qu'on peut dire provisoires ou temporaires.

TABLEAU N° 12

PROPORTION DES NOUVEAUX INSCRITS DANS L'EFFECTIF ANNUEL

	1960	1961	1962
Nord	5,0 %	6,2 %	4,8 %
Centre....	6,2 %	5,2 %	5,2 %
Midi	16,2 %	13,9 %	11,9 %

Dans les organisations des deux autres ensembles régionaux les fluctuations des effectifs sont beaucoup moins fortes.

II - Les forces électorales du P. C. I.

Le document de la Section centrale d'organisation donne en un long tableau (pages 8, 9 et 10) le nombre des membres du Parti pa régions, en 1960, 1961 1962 et 1963, la part (en %) que représente les effectifs du Parti dans la population de chacune des régions concernées, enfin le rapport des voix obtenues aux inscrits, plus exactement le nombre de suffrages obtenus qui correspond par région, à un membre du Parti (ainsi, au Piémont, on compte 7,7 électeurs pour un adhérent,) les suffrages obtenus étant ceux des élections législatives de 1963.

Nous avons, en les transformant un peu et en les complétant, groupé ces données dans le tableau n° 13.

Dans la première colonne de chiffres figurent les effectifs du Parti. Dans la seconde, le nombre des suffrages obtenus aux élections de 1963. Dans la troisième, la proportion (en %) des adhérents du Parti dans la population et dans la quatrième la proportion (toujours en %) des adhérents du Parti par rapport à la clientèle électorale du Parti, au nombre de voix par lui obtenu (c'est là que nous avons transformé, par un calcul très

simple, la présentation faite par la Section d'organisation, afin de rendre les données plus aisément comparables). Enfin, la cinquième colonne donne le pourcentage des voix communistes.

TABLEAU N° 13
MEMBRES DU P.C.I.
ELECTEURS COMMUNISTES
ET POPULATION

	1	2	3	4	5
Piémont	81.708	629.589	2,1	12,9	23,1
Ligurie	77.819	341.507	4,5	23,2	28,3
Lombardie.....	193.618	985.042	2,6	19,6	19,9
Trentin H-Adige	4.280	28.177	0,5	14,7	5,7
Vénétie	67.633	333.308	1,8	20,4	14,9
Frioule-Vén. J .	21.575	162.156	1,8	12,9	17,3
Emilie	411.789	1.017.699	11,3	41,6	40,7
Toscane	249.703	864.244	7,6	27,0	38,8
Marche	49.113	256.742	3,6	19,2	30,0
Ombrie.....	38.156	219.628	4,8	17,5	35,9
Latium.....	82.518	602.771	2,1	13,7	25,1
Abruzzes	28.618	198.933	1,8	14,2	22,7
Campanie	71.435	555.754	1,5	12,9	21,4
Pouilles	75.078	475.561	2,2	15,8	26,2
Lucanie	14.494	94.748	2,2	15,3	28,7
Calabre	43.229	259.326	2,1	16,6	26,2
Sicile	72.899	568.680	1,5	12,8	23,0
Sardaigne	28.547	163.232	2,0	17,5	22,4
Val d'Aoste ...	2.900	—	2,9	18,8	—

Ce tableau permet de faire quelques remarques.

1° Dans neuf régions sur dix-huit (en écartant le Val d'Aoste pour lequel nous ne disposons pas de données complètes) les candidats communistes obtiennent plus du quart des suffrages exprimés. Dans trois d'entre elles, ils ont plus du tiers de ces suffrages (Emilie 40,7 %, Toscane 38,8 %, Ombrie 35,9 %).

Si l'on excepte le Trentin-Haut-Adige (où elle tombe à 5,7 %) la proportion des voix communistes dans l'ensemble des suffrages valablement exprimés en tombe jamais au-dessous de 14 %, la région où il est de ce point de vue le moins favorisé étant la Vénétie ; il n'y recueille que 14,9 % des suffrages.

Dans les trois régions qui forment le groupe régional oriental (régions, répétons-le, auxquelles le P.C.I. porte une attention particulière pour leur importance stratégique sur le plan militaire) malgré les efforts accomplis, le taux d'organisation est assez bas (Trentin-Haut-Adige 0,5 ; Vénétie 1,8 et Frioule-Vénétie-Julienne, 1,8) les pourcentages des suffrages obtenus aux élections sont les plus bas : respectivement, 5,7 %, 14,9 % et 17,3 %.

2° Il existe assurément un lien entre le taux d'organisation du Parti (colonne 3 du tableau 13) c'est-à-dire la proportion de la population qu'il encadre, et le nombre des suffrages qu'il obtient (colonne 5 du tableau 13).

Si on les classe en ordre décroissant selon la proportion des suffrages obtenus par le P.C.I., les régions se présentent dans l'ordre suivant :

1. Emilie ..... 40,7 %
2. Toscane ..... 38,8 %
3. Ombrie ..... 35,9 %
4. Marche ..... 30,0 %
5. Lucanie ..... 28,7 %
6. Ligurie ..... 28,3 %
7. Pouilles ..... 26,2 %
7. Calabre..... 26,2 %
9. Latium ..... 25,1 %
10. Piémont ..... 23,1 %
11. Sicile..... 23,0 %
12. Abruzzes ..... 22,7 %
13. Sardaigne..... 22,4 %
14. Campanie ..... 21,4 %
15. Lombardie ..... 19,9 %
16. Frioule-Vénétie Jul. .... 17,3 %
17. Vénétie..... 14,9 %
18. Trentin..... 9,7 %

Classées, toujours en ordre décroissant d'après le taux d'organisation de la population dans le Parti communiste, les régions se présentent ainsi :

1. Emilie ..... 11,3 %
2. Toscane ..... 7,6 %
3. Ombrie ..... 4,8 %
4. Ligurie ..... 4,5 %
5. Marche ..... 3,6 %
6. Lombardie ..... 2,6 %
7. Pouilles ..... 2,2 %
7. Lucanie ..... 2,2 %
9. Piémont ..... 2,1 %
9. Latium ..... 2,1 %
9. Calabre..... 2,1 %
12. Sardaigne..... 2,0 %
13. Vénétie..... 1,8 %
13. Frioule-Vénétie Jul. ..... 1,8 %
13. Abruzzes ..... 1,8 %
16. Campanie..... 1,5 %
16. Sicile..... 1,5 %
18. Trentin..... 0,5 %

Il y a assurément une grande parenté entre les deux listes, les deux classements. Six régions se trouvent exactement à la même place dans les deux listes (Emilie, Toscane, Ombrie, Pouilles, Calabre, Latium et Trentin), sept à des places voisines (Marche, Ligurie, Piémont, Lucanie, Calabre, Sardaigne, Campanie). La comparaison des deux classements confirme donc, ce qui semble aller de soi, que le P.C.I. a d'autant plus d'électeurs qu'il a plus d'adhérents.

Mais cette comparaison fait aussi ressortir quelques décalages assez remarquables. Malgré un taux d'organisation élevé, qui la classe au 6e rang, la Lombardie ne vient qu'au 15e rang si l'on considère les résultats électoraux. La Sicile, qui a encore un rang passable, le 11e quant au taux d'organisation, vient au 16e pour ce qui est des suffrages.

Il y a là des anomalies qui attirent l'attention.

III - Composition sociale

Le rapport de la Section centrale d'Organisation donne la composition sociale du Parti par grandes catégories professionnelles. Malheureusement, les chiffres qui y figurent couvrent l'ensemble du pays ; on aurait aimé avoir le détail régions par régions.

TABLEAU N° 14. — COMPOSITION SOCIALE DU P.C.I.

	1960		1961		1962	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
— Ouvriers	671.262	37,4	672.262	38,8	643.733	39,5
— Journaliers et ouvriers agricoles	277.461	15,4	239.105	13,8	206.684	12,7
— Métayers et fermiers	216.621	12,1	198.931	11,5	173.975	10,7
— Paysans. Propriétaires	105.821	5,9	94.887	5,4	91.374	5,2
— Artisans	105.815	5,9	103.234	5,9	101.818	5,6
— Professions libérales. Intellectuels. Enseignants	10.133	0,5	9.271	0,5	9.496	0,6
— Employés et techniciens	34.112	1,9	32.648	1,8	36.828	2,2
— Etudiants	5.941	0,3	5.921	0,3	5.313	0,3
— Ménagères sans profession	252.810	14,2	227.360	13,1	202.327	12,4
— Femmes de ménage	—	—	15.485	0,8	15.565	1,0
— Retraités			104.969	6,0	115.043	7,0
— Autres	112.966	6,4	24.547	1,4	28.394	1,8

La majeure partie des membres du P.C.I. se répartit en trois grands corps sociaux (les pourcentages sont ceux de 1960).

a) les ouvriers : 37,4 % ;
b) les paysans (journaliers et ouvriers agricoles, métayers, fermiers, cultivateurs directs) : 33,4 % ;
c) les ménagères sans profession et travailleurs à domicile : 14,2 %.

Une quatrième catégorie « homogène » importante est fournie par les retraités : 7,0 %.

De 1960 à 1962, c'est dans la seconde et la troisième catégories que les pertes ont été les plus fortes, ainsi que le montre le tableau n° 15.

Dans la première colonne de chiffres, figure le montant des pertes par groupes socio-professionnels, dans la seconde, la proportion de ces pertes par rapport aux effectifs du groupe en 1960 et dans la troisième, la part des pertes de chaque groupe dans l'ensemble des pertes du Parti.

TABLEAU N° 15
PERTES PAR GROUPES SOCIO-PROFESSIONNELS

— Ouvriers	27.529	4,0 %	14,8 %
— Journaliers et ouvriers agricoles	70.777	25,5 %	36,2 %
— Métayers et fermiers.	42.646	19,7 %	21,8 %
— Paysans propriétaires	14.447	13,7 %	7,4 %
— Ménagères sans profession, femmes de ménage	34.918	13,8 %	17,9 %

Le tassement des effectifs du secteur rural est particulièrement important dans les régions de journaliers que sont l'Emilie, les Pouilles, la Sicile et la Lombardie, et, dans une moindre mesure, la Campanie, la Marche et l'Ombrie. Cela est dû à l'impossibilité dans laquelle se trouve le P.C.I. de contrecarrer les initiatives sociales du gouvernement et du patronat agricole, mais aussi aux difficultés que le P.C.I. rencontre dans un domaine qui n'est plus aussi révolutionnaire qu'il y a quinze ou vingt ans.

La V^e^ Conférence Nationale d'Organisation s'est sérieusement occupée de ce problème. Les dirigeants communistes préconisent un aménagement des formules de propagande en vigueur et spécialement le retour à un climat d'agitation sociale. Ils estiment qu'ils ne se sont pas assez occupés du problème rural et ils veulent diriger maintenant vers ce secteur une grande partie de leurs efforts, en se préoccupant de développer les mouvements de protestation et de les coordonner à l'échelle nationale.

C'est seulement depuis 1961 que l'on décompte à part les *femmes de ménage*. Cela coïncide avec la création du syndicat des Femmes de Ménage, et traduit, comme la création de ce syndicat particulier, le souci de mieux épouser la complexité de la société féminine. Toutefois, cet effort n'a pas empêché l'affaiblissement du secteur féminin du Parti entre 1960 et 1963 (dont on peut rendre partiellement responsable la médiocrité des dirigeants féminins du Parti).

Le secteur *ouvrier* a été peu touché par la réduction des effectifs. Les pertes y ont été seulement de 4 % et représentent à peine 14,8 % du total des pertes, au lieu que le groupe ouvrier forme 39,5 % du total des inscrits.

Le P.C.I. peut se glorifier d'un éventail assez large dans sa composition sociale, mais la participation ouvrière continue à être déterminante ; car elle représente plus du tiers des inscrits et ce secteur fait preuve d'une plus grande solidité.

A ceux qui auraient tendance à se rassurer parce que le P.C.I. a perdu 10 % de ses effectifs en trois ans, il convient de rappeler qu'il n'a perdu que 4 % de ses effectifs ouvriers, ce qui est peu de chose en somme.

Le P.C.I. sait aussi monopoliser le mécontentement des *retraités*. L'augmentation de cette partie des effectifs a été sensible entre 1960 et 1962. Elle a dû être, selon toute probabilité, de 25 % environ.

C'est le résultat d'un effort particulièrement intense développé par l'organisation du Parti et de la C.G.I.L. dans un secteur difficile. C'est dans le Piémont que la proportion des retraités dans les effectifs du Parti est la plus élevée. Elle atteint 15 % pour l'ensemble de la région, 20 % à Turin. Après, viennent les Pouilles (17 % à Foggia), la Ligurie (Gênes, 9 %), la Vénétie (Rovigo, 14 %) et la Lombardie (Mantoue, 12 %).

En ce qui concerne *le secteur étudiant*, les statistiques fournies par le document communiste suscitent quelques doutes. Il semble tout à fait illogique que, dans une ville universitaire comme Turin, qui, de plus, est l'objet de l'attention particulière du Parti, il n'y ait pas un étudiant inscrit au P.C.I., et on peut se demander qui sont les 311 étudiants de la Fédération de Forli (Emilie-Romagne).

De toute façon, un fait est certain : le nombre des étudiants inscrits au P.C.I. est dérisoire, 5.313, soit 0,3 % du total. Les dirigeants du Parti ont constamment combattu cette carence, en particulier depuis que la théorie du « polycentrisme » a permis au P.C.I. de se présenter dans l'Université sous un jour plus « national », mais ces efforts de recrutement et de propagande n'ont donné aucun résultat puisque, de 1960 à 1962, le nombre des étudiants inscrits a encore diminué de 10 %.

Les membres du Parti appartenant à des *professions libérales, intellectuels et enseignants*, ne sont pas tout à fait deux fois plus nombreux que les étudiants. Bien qu'ils soient, en chiffres absolus, plus nombreux dans le Nord que dans le Midi et dans les Iles, le rapport entre les inscrits de cette catégorie et le total des inscrits, est supérieur à la moyenne nationale (0,6 %) dans les fédérations méridionales (1,0 %).

Cela indique une propension dans les régions moins développées, à recruter plus facilement dans la classe « instruite » que dans les milieux populaires.

Une des catégories les plus stables est celle des *artisans et commerçants*. En trois années, elle est passée de 105.815 à 101.818 unités : la perte est légère. Cette catégorie représente 5,6 % de l'ensemble des inscrits et cela d'une manière assez homogène dans tout le territoire national. Toutefois, on enregistre quelques pointes en Emilie, en Toscane, Marche, Piémont et en Vénétie, ainsi qu'en Sardaigne. Ne nous émerveillons pas de trouver les *régions rouges* parmi les zones où le Parti est le mieux fourni en commerçants, car, à cause des coopératives et des contrôles municipaux, les artisans et commerçants y ont le plus grand intérêt à « suivre qui gouverne ». Pour le Piémont et la Vénétie, l'adhésion d'un plus grand nombre de commerçants doit être imputée aux conditions locales du marché. Pour la Sardaigne plus qu'ailleurs, il s'agit d'artisans encore suffisamment en contact avec les bénéfices des grands courants touristiques.

Les effectifs en *employés et techniciens* se sont accrus. Ils sont passés de 34.112 à 36.828.

L'effort fait par le P.C.I. depuis des années pour devenir le porte-drapeau de la « petite bourgeoisie » ne semble pas trouver beaucoup d'écho. Toutefois, dans une période où les effectifs ont reculé presque sur toute la ligne, il est à noter que le P.C.I. a accru son recrutement dans cette catégorie sociale. Ce succès, cependant, ne peut amener un changement dans l'orientation politique du Parti, car cette catégorie ne représente toujours que 2,2 % du total des inscrits. La proportion des employés et techniciens inscrits est supérieur à la moyenne nationale en Toscane, en Campanie, dans le Latium, en Lombardie et en Ligurie, ce qui s'explique pour la Campanie, le Latium et la Lombardie par la présence des grandes administrations des chefs-lieux régionaux.

IV - Les organisations de "base" du P. C. I.

Les organisations « de base » du P.C.I. sont les fédérations, les sections et noyaux (ces derniers qui sont des sections avec moins de 20 membres, dont le ressort est, le plus souvent, une entreprise, étant une particularité du communisme italien) et les cellules.

A ces trois séries d'organisations de base, qui sont, en quelque sorte, classiques, s'ajoutent les organisations suivantes :

1° *Les comités régionaux* qui correspondent aux régions italiennes. Il est utile de noter que la Constitution italienne prévoit non seulement l'existence des *régions à statut spécial* déjà créées (Sicile, Val d'Aoste, Trentin-Haut-Adige, Frioule-Vénétie-Julienne), mais aussi celle de quatorze autres régions dotées d'une grande autonomie administrative, financière et politique. Ces régions n'ont pas encore été eréées. Leur création est une revendication du P.C.I.

2° *Les comités de zone* qui n'existent que dans les grandes villes et sont des organes directement

soumis à la Fédération ; ils regroupent les sections de certains quartiers citadins.

3° *Les comités de ville* qui, dans les villes chefs-lieux de fédérations, regroupent les responsables de toutes les organisations communistes qui ne sont pas intégrées au Parti.

4° *Les comités communaux* qui sont l'analogue des comités de ville dans les villes qui ne sont pas chef-lieu de fédération.

Le tableau n° 16 donne, d'après le rapport, le nombre des organisations de base du P.C.I.

TABLEAU N° 16
NOMBRE DES ORGANISATIONS DE BASE DU P.C.I.

	1960	1961	1962	1963
Fédérations	113	114	113	113
dont celles qui ont leur siège dans des villes non chef-lieux de province	21	22	21	21
Comités régionaux	18	18	18	18
Comités de zone..	276	286	336	334
Comités de ville..	77	86	74	87
Comités communaux.....	423	391	356	387
Sections et noyaux	11.046	11.140	11.120	11.222
Cercles des jeunesses communistes.	—	—	4.601	—
Cellules (total) ..	41.100	40.894	37.994	33.646
dont féminines.....	8.680	8.095	5.701	4.536
sur le lieux de travail	6.282	6.692	5.917	4.709

N.B. — Le rapport ne contient pas de données concernant les jeunes communistes (F.G.C.I.) pour les années 1960, 1961 et 1963.

En 1962, deux *fédérations*, celles d'Isernia et Sulmone ont été supprimées, mais il en a été créé une nouvelle dans le centre minier de Carbonia (en Sardaigne).

Le nombre des *comités de zone* a augmenté de 1960 à 1962, mais, en 1963, il a été maintenu avec peine (deux unités en moins) au niveau de l'année précédente. Au contraire, le nombre des *comités de ville* a connu une évolution en dents de scie, dont la signification n'est pas très claire.

Le nombre des *comités communaux*, malgré une augmentation assez sensible en 1963 par rapport à 1962, se trouve toujours en dessous de celui de 1960. En dépit de cette fluctuation, on a le droit de penser que les dirigeants communistes tentent de donner toujours plus de développement à cette forme complémentaire d'organisation. Elle permet d'alléger le travail des Fédérations (dont la charge principale est de transmettre les directives en provenance du Centre), de leur laisser plus d'indépendance à l'égard des organisations de base et de faciliter leur tâche de contrôle.

***

Ces organisations à « base élargie », dans lesquelles ne sont pas représentées seulement les organisations du Parti, mais aussi les organisations parallèles, offre également l'avantage de mieux coordonner l'action multiforme du Parti.

L'importance réelle des structures du P.C.I. dans le pays, résultera plus claire de l'analyse des sections et noyaux. Le tableau n° 17 nous indique dans la première colonne, le nombre des sections, dans la seconde, celui des noyaux compris dans le nombre des sections :

TABLEAU N° 17. — SECTIONS ET « NOYAUX »

	1960		1961		1962	
	Sections	dont noyaux	Sections	dont noyaux	Sections	dont noyaux
Nord	5.874	1.219	5.912	1.250	5.861	1.290
Centre	2.390	218	2.468	223	2.483	236
Midi	2.792	529	2.760	632	2.776	699
Triangle.....	3.144	854	3.145	860	3.100	875
Régions rouges ..	3.325	155	3.445	165	3.486	189
Gr. rég. orient. .	1.201	326	1.207	329	1.194	351

La répartition des sections et noyaux sur le plan national correspond à peu près à celle des inscrits. La plus grande concentration existe dans le Nord, en particulier dans les régions du « triangle », les « régions rouges » et orientales. Il est frappant que le Midi et les Iles, bien qu'ayant moins d'inscrits que les régions du Centre, comptent un nombre supérieur de sections et de noyaux.

La progression du nombre des noyaux est beaucoup plus forte dans les régions méridionales que dans le Nord et le Centre, ce qui témoigne d'un effort soutenu d'organisation dans une

région, où le P.C.I. est loin d'avoir atteint son plafond.

En 1962, la répartition des inscrits par sections et par groupes régionaux s'établissait ainsi :

TABLEAU N° 18
REPARTITION DES MEMBRES DU P.C.I. DANS LES SECTIONS ET NOYAUX EN 1962

	Section	Inscrits	%
(de + de 1.000)			
Nord	57	74.293	8,5
Centre	29	43.280	10,3
Midi	17	21.846	6,4
Triangle	30	40.628	11,4
Régions rouges	51	71.601	9,4
Gr. rég. orient.	3	3.100	3,2
(de 500 à 1.000)			
Nord	344	225.866	25,9
Centre	157	101.616	24,1
Midi	112	73.505	21,7
Triangle	102	69.762	19,6
Régions rouges	349	224.366	29,6
Gr. rég. orient.	15	9.828	10,3
(de 100 à 500)			
Nord	1.981	447.869	51,3
Centre	1.029	216.289	51,4
Midi	855	184.493	54,4
Triangle	828	174.905	49,2
Régions rouges	1.726	391.143	51,6
Gr. rég. orient.	261	51.115	53,6
(de 20 à 100)			
Nord	2.189	109.996	12,6
Centre	1.032	56.154	13,3
Midi	1.093	52.278	15,4
Triangle	1.265	60.529	17,0
Régions rouges	1.171	67.752	8,9
Gr. rég. orient.	564	27.356	28,7
	Noyaux	**Inscrits**	**%**
(de moins de 20)			
Nord	1.290	13.769	1,5
Centre	236	2.806	0,6
Midi	699	6.490	1,9
Triangle	875	9.197	2,5
Régions rouges	189	2.429	0,3
Gr. rég. orient.	351	3.898	4,0

Au total,

52 % des inscrits se trouvent dans les sections de 100 à 500 adhérents,
24,5 % dans celles de 500 à 1.000 adhérents,
13,3 % dans celles de 20 à 100,
8,5 % dans celles ayant plus de 1.000 inscrits,
1,4 % à peine dans les « noyaux ».

C'est là une moyenne qui ne correspond pas à la situation dans chaque région. Ainsi, dans le Nord, les sections de 500 à 1.000 inscrits comprennent une masse d'adhérents plus importante, par rapport au total régional, au lieu que les sections de 20 à 100 ont une masse moins importante. La situation est inverse dans le Midi.

En 1962, il a été constitué 198 nouvelles sections, dont 77 dans les « régions rouges » et 56 dans le Midi.

Selon la doctrine communiste en fait d'organisation, l'organisation la plus importante est la cellule. Or, le nombre des cellules du P.C.I. est en régression constante. De 1960 à 1963, ce nombre est descendu de 41.100 à 33.646 et le recul a été chaque année plus accentué. Cette diminution n'est pas due uniquement, ni principalement, aux pertes générales subies par le P.C.I.

Elle s'explique, d'une part, par les pertes subies dans certains secteurs, notamment dans le secteur féminin, d'autre part aussi par l'idée qui fait son chemin au sein du Parti que ce genre d'organisation est moins utile vu l'importance de plus en plus grande des sections et des noyaux.

Si une telle évolution se confirmait et s'accentuait, la structure du P.C.I. perdrait son caractère le plus original et se rapprocherait dans une certaine mesure de la structure des partis socialistes.

TABLEAU N° 19
NOMBRE DES CELLULES

	1960	1961	1962
Nord	25.835	26.151	23.807
Centre	11.575	11.500	11.245
Midi	3.690	3.243	2.942
Triangle	8.519	8.757	6.786
Régions rouges	25.007	25.311	24.957
Gr. rég. orient.	2.296	1.990	1.897

N.B. — Le rapport ne comporte pas d'indication pour 1963.

Le nombre des cellules est resté à peu près stationnaire dans le Centre, malgré une tendance à la diminution. Dans le Nord, après un accroissement sensible, en 1961, le nombre des cellules a baissé considérablement en 1962 (8 % de 1960 à 1962). La baisse a été encore plus sensible dans le Midi (17 % de 1960 à 1962).

Comme il a été noté plus haut, c'est le nombre des cellules féminines qui a connu la plus forte diminution. De 1960 à 1962, le P.C.I. a perdu

3.106 cellules : 2.979 étaient des cellules féminines.

TABLEAU N° 20
NOMBRE DES CELLULES FEMININES

	1960	1961	1962
Nord	5.897	5.603	3.826
Centre....	2.231	2.157	1.645
Midi	552	325	230

Il est à noter que, dans la seule Emilie, il existait dans les trois années considérées, respectivement : 4.582, 4.281 et 3.310 cellules féminines, ce qui signifie que 58 % des cellules féminines étaient concentrées dans cette région.

Toujours en ce qui concerne les cellules féminines, le plus fort pourcentage de pertes a été enregistré dans le Midi, zone de faible implantation. Seul le Piémont a connu une augmentation. Les cellules féminines sont passées de 89 à 199 entre les années 60 et 62.

Les cellules

Le rapport connaît quatre catégories de cellules : les cellules territoriales, les cellules de fabriques et d'usines, les cellules des autres affaires, les cellules de catégorie.

Dans l'ensemble, il existait en 1962 :

Cellules territoriales	32.077
Usines et fabriques	4.538
Autres affaires	606
Catégorie.....	773
TOTAL	37.994

Sur le plan régional, les cellules se répartissent comme suit (tableau no 21) :

TABLEAU N° 21. — REPARTITION REGIONALE DES CELLULES

	Territoire		Usine		Autres affaires		Catégorie		Total	
		%		%		%		%		%
Nord.....	19.771	61,6	3.475	76,5	357	58,9	204	26,3	23.807	62,6
Centre	9.838	30,6	829	18,2	151	24,9	427	55,2	11.245	29,5
Midi	2.468	7,6	234	5,1	98	16,1	142	18,3	2.942	7,7

Outre les cellules territoriales dont nous nous sommes occupés plus haut dans l'analyse générale, l'ensemble des cellules des trois autres groupes montre de quelle façon est structuré le Parti sur les lieux de travail.

Le tableau n° 21 met en relief la forte concentration des cellules ouvrières dans la région Centre-Nord. A elles seules, les régions du « triangle » et celles des « régions rouges » et du groupe oriental détiennent 92,1 % des cellules d'usines et fabriques et 80,1 % des cellules « autres affaires ». Au contraire, les « cellules de catégorie» sont concentrées dans l'Italie centrale, grâce à la Toscane et au Latium qui, à eux seuls, absorbent 50 % des cellules de ce groupe.

Les variations numériques subies par les trois groupes de cellules considérés globalement sont données dans le tableau n° 22.

Les régions qui ont connu une augmentation de 1960 à 1962 sont : le Piémont (109 cellules), la Lombardie (39), le Trentin-Haut-Adige (7), la Marche (4), la Campanie (20), la Pouille (22), la Sicile (43) et la Sardaigne (6). Mais, de 1961 à 1962 le Piémont a perdu 18 cellules, la Lombardie 60, la Campanie 22 et la Sardaigne 4. Il y a eu progression entre 1960 et 1961, mais un recul presque général par la suite.

Le tableau n° 22 montre que le Parti a fait un effort d'organisation dans les régions méridionales

TABLEAU N° 22
VARIATION DU NOMBRE DES CELLULES

	1960	1961	1962
Nord	4.226	4.552	4.036
Centre	1.668	1.668	1.407
Midi.....	388	472	474
Triangle	2.641	2.978	2.548
Régions rouges	2.503	2.526	2.289
Gr. rég. orient.	351	308	296

pour que le nombre des cellules corresponde à celui des inscrits, pour qu'il n'y ait pas trop de membres par cellule, ce qui signifierait une moindre emprise du Parti sur chacun d'eux.

Implantation communale

Le P.C.I. dispose d'organisations de base dans 6.326 communes sur un total de 8.025 (soit 78,7 %). La densité de l'implantation du Parti varie évidemment d'une région à l'autre. En tête vient l'Emilie : il n'y existe qu'une commune où le P.C.I. n'a pas d'organisation. La Toscane suit, avec 7 communes sans organisation du P.C.I., l'Ombrie avec 7 également, la Marche avec 22, la Ligurie avec 24.

Entre 1960 et 1962 toutefois, la présence communiste a connu un léger retrait, ce qui n'annule pas le jugement global sur l'énorme capacité de présence du Parti Communiste Italien dans le pays comme l'indique le tableau nº 23.

TABLEAU N° 23. — COMMUNES SANS SECTION DU P.C.I.

	Total	Sans sections			Population 1961
		1960	1961	1962	
Nord	4.541	1.064	1.077	1.123	1.420.870
Centre	992	80	80	96	154.936
Midi	2.502	415	460	490	1.190.744
TOTAL	8.035	1.559	1.617	1.709	2.766.550

Dans tous les groupes régionaux, on enregistre un recul. Le Parti cependant a progressé dans trois régions : au Piémont où il s'est installé dans 27 communes, en Emilie dans 2 et en Ombrie dans 3. Aux élections législatives de 1963 le Parti Communiste Italien a obtenu dans l'ensemble des communes dépourvues d'organisation 114.523 voix.

V - Les ressources du parti

La force du P.C.I. se mesure assurément au nombre de ses organisations et de ses adhérents. Elle est fonction aussi de ses ressources économiques et financières. Organe tentaculaire, véritable état dans l'Etat, le Parti Communiste Italien n'est pas seulement la seconde organisation politique du pays, après la Démocratie Chrétienne. Il apparaît également comme une société commerciale qui n'est pas soumise aux dispositions et contrôles des sociétés d'affaires normales, mais qui en a, dans la gestion, le caractère.

Au lendemain du dernier conflit mondial, quand les échos de la guerre civile n'étaient pas encore éteints, le P.C.I. a fait main basse sur les installations des organisations de masse du Parti fasciste. Une bonne partie des biens immobiliers de ce dernier, qui, de par la loi, devaient être confisqués par l'Etat, a été mise au contraire sous le contrôle du Parti Communiste. Grâce à cette manne, le P.C.I. a pu avoir une politique de « propriété » qui lui a permis de tisser un riche et profitable réseau d'investissements, et d'écraser ses adversaires avec des moyens qui ne lui appartenaient pas.

Bien que le document de la Commission d'Organisation ne fasse pas mention du secteur commercial et du secteur coopératif, des activités lucratives des municipalités qui sont entre ses mains, des sociétés financières et d'import-export vers les pays communistes et d'autres co-participations bénéficiaires du Parti dans le champ des affaires, il fournit quelques données soit sur l'équipement des organisations du Parti, soit sur ses ressources.

Le tableau nº 24 donne une idée de l'équipement matériel des sections du Parti en 1962.

TABLEAU Nº 24
EQUIPEMENT DES SECTIONS DU P.C.I. EN 1962

Sections	Nombre	%
Propriétaires de leur local...	850	9,5
Logées par des organisations de masse	1.587	17,8
Louant leur local	3.787	42,5
Sans local (1).....	2.691	30,2
Avec la télévision	1.842	20,7
Avec bibliothèque	1.209	13,5

(1) Aux 2.691 sections sans local il faut ajouter la quasi-totalité des noyaux (98,8 %), soit 2.199.

Il est nécessaire de signaler immédiatement que, quand on parle de sièges « d'organisations de masse », on parle toujours de sièges qui sont la propriété d'organisations contrôlées par le Parti. Il s'agit, dans la plupart des cas de « Case del popolo » (Maisons du Peuple), de cercles de tout genre, des organisations parallèles et même de coopératives.

Des données régionales, on peut déduire qu'en Emilie 20,8 % des sièges des sections sont propriété du Parti et que 30,3 % appartiennent aux organisations de masse. En Toscane, les pourcentages respectifs sont 15,6 % et 33,4 % ; en Lombardie 4,4 % et 33,5 % ; en Ligurie 12,5 % et 10 %. Dans l'ensemble, pour le groupe régional du « Triangle industriel » et les « régions rouges », la moyenne de pourcentage des sièges, propriété directe ou indirecte du P.C.I., oscille entre 33,8 et 41,8 du total régional. C'est-à-dire que, dans les régions qui supportent le poids principal de la bataille politique du P.C.I. et qui constituent

ainsi la réserve fondamentale du Parti, les organisations de base peuvent compter sur un potentiel immobilier enviable, d'une valeur dépassant plusieurs milliards de lires.

42,5 % des sections sont logées dans des locaux loués. Le document du P.C.I. ne fournit pas d'indication sur le coût de ces locations, encore moins sur l'origine des ressources qui permettent de les payer. Compte tenu du prix des loyers en Italie, le débours doit s'élever au moins à quelques milliards de lires par an. Cette dépense paraît difficile à couvrir par les cotisations.

Les fédérations où l'on pratique le plus la location des *sièges* se trouvent dans les régions méridionales, avec pointe maximum de 87,5 % en Sicile, de 80 % dans les Pouilles, et de 75,5 % en Calabre.

Quant aux sections *sans siège*, le pourcentage le plus haut se trouve dans le Trentin-Haut-Adige avec 84,6, dans la Vénétie avec 63,4 et dans la vallée d'Aoste avec 60,7. On relève enfin que dans les « régions rouges », la Marche dénombre 52,8 % des sections sans siège. Les régions qui au contraire comptent le plus petit nombre de sections sans siège, outre bien entendu l'Emilie, la Toscane et la Ligurie, sont les méridionales. Entre celles-ci, la Sicile a à peine 6,4 % de sections sans siège.

Ce dernier fait traduit assurément le désir des dirigeants communistes « d'ancrer », en lui donnant un lieu de réunion, la fluide clientèle politique méridionale.

Une autre preuve de ce souci est donnée par le fait que le pourcentage le plus élevé des *sections équipées d'appareil de télévision* se trouve justement dans les régions méridionales. Pour l'ensemble du Parti, la proportion des sections ainsi équipée est de 20,7, elle est de 33,8 dans le Latium, de 28,5 % dans les Abruzzes, de 45 % dans la Campanie, de 55,1 % dans les Pouilles, de 43,2 % en Lucanie, de 37,1 % en Calabre, de 48,2 % en Sicile et de 32,6 % en Sardaigne. Dans le Nord, seules la Ligurie et l'Emilie dépassent la moyenne nationale avec respectivement 25,3 % et 21,9 %.

C'est au contraire dans le Nord qu'il existe le plus grand nombre de *bibliothèques*. La moyenne nationale est de 13,5 %. La proportion est en Lombardie de 41,5 %, dans le Val d'Aoste de 35,7 %, en Emilie de 23,8 %, en Ligurie de 23,7 % et dans le Frioule-Vénétie-Julienne de 22,2 %. Dans les régions du Centre, seule la Toscane dépasse la moyenne avec 18,6 %.

Les indications de caractère financier fournies par le document sont limitées aux « recettes du Parti » (en lires), pour cartes et timbres et à la « souscription nationale presse ». Ces deux genres de recettes sont censés faire vivre le P.C.I.

Le tableau n° 25 donne, par région les recettes pour cartes d'adhérents et timbres pour 1962 et 1963 (dans la première colonne, le total régional, dans la seconde la moyenne en lire par inscrits).

TABLEAU N° 25. — LES RECETTES DU P.C.I.
(CARTES ET TIMBRES)
PAR REGION ET PAR ADHERENT EN 1962-1963

Régions	1962		1963	
	Total	Par adhérent	Total	Par adhérent
Val d'Aoste	2.293.200	819	2.850.000	982
Piémont	83.568.475	934	88.970.000	1.088
Ligurie	79.636.500	980	86.935.200	1.117
Lombardie	188.192.400	916	218.461.135	1.128
Vénétie	41.000.200	553	49.797.624	736
Trentin-Ht-Adige	3.683.000	736	4.962.400	1.159
Frioule-Vénétie Jul.	16.367.000	719	21.138.900	979
Emilie	451.516.000	1.042	497.859.010	1.209
Toscane	229.366.800	895	269.297.555	1.078
Marche	33.160.900	649	32.467.297	661
Ombrie	21.420.900	539	21.511.900	563
Latium	50.283.000	582	111.726.570	1.353
Abruzzes	11.190.750	397	11.695.620	408
Campanie	25.914.400	367	40.670.200	569
Pouilles	37.275.750	437	46.821.125	623
Lucanie	5.691.500	371	8.195.700	558
Calabre	16.270.000	356	16.367.120	378
Sicile	35.343.700	453	45.302.545	621
Sardaigne	11.214.000	350	13.368.510	468
TOTAL	1.341.095.875	789	1.588.498.643	983

Le tableau n° 26 donne les recettes provenant de la souscription nationale pour 1962 et 1963.

TABLEAU N° 26. — SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE PAR REGION ET PAR ADHERENT EN 1962 ET 1963

Régions	1962		1963	
	Total	Par adhérent	Total	Par adhérent
Val d'Aoste	3.000.000	1.092	3.040.000	1.048
Piémont	76.867.000	898	67.553.000	826
Ligurie	62.759.200	801	61.967.000	796
Lombardie	172.362.000	889	163.572.500	844
Vénétie	39.446.000	572	49.105.000	726
Trentin-Ht-Adige	5.200.000	1.119	4.114.000	961
Frioule-Vénétie-Jul.	16.160.000	747	16.664.000	772
Emilie	268.395.000	641	281.948.800	684
Toscane	149.778.000	600	155.959.350	624
Marche	31.564.000	642	36.460.000	742
Ombrie	17.000.000	448	18.000.000	471
Latium	51.300.000	613	51.320.000	621
Abruzzes.....	16.375.000	597	16.983.000	593
Campanie	29.659.000	408	29.812.000	417
Pouilles	29.065.000	371	33.162.000	441
Lucanie.....	8.948.000	606	12.493.000	861
Calabre	19.480.000	441	19.721.000	456
Sicile	42.591.000	571	48.700.000	668
Sardaigne	10.840.000	370	11.254.000	394
TOTAL	1.047.789.200	641	1.081.828.650	676

La première remarque à faire est que les recettes n'ont pas crû également dans ces deux chapitres, 18,4 % dans l'un, 3,2 % dans l'autre. D'autre part, certaines régions « riches du Nord », la Lombardie, le Piémont, la Ligurie, le Trentin-Haut-Adige ont connu un fléchissement dans leurs encaissements en provenance de la souscription nationale pour la presse, alors que les encaissements pour les cartes et timbres ont augmenté. Toutefois, il est utile de noter que les groupes régionaux du « triangle industriel » et des « régions rouges » ont enregistré ensemble de 1962 à 1963, un pourcentage de progression moins important dans les deux secteurs : 2,2 % pour les recettes de la campagne nationale de la presse (moyenne nationale 3,2 %), 11,1 % pour les cartes et timbres (moyenne nationale 18,4 %).

Le « triangle industriel » et les « régions rouges » monopolisent toutefois à eux seuls 79,3 % des recettes nationales en provenance de la campagne pour la presse (1963) et 81,3 % de celles des cartes. Cela confirme la solidité des structures du P.C.I. dans ces régions-clefs, vu que les deux groupes régionaux comptent 68,1 % des inscrits.

Les recettes globales pour cartes, timbres et souscription presse, d'après les données du rapport du P.C.I. ont évolués ainsi de 1960 à 1963 :

1960	2.139.555.345 lires
1961	2.324.014.955 —
1962	2.462.496.200 —
1963	2.670.327.293 —

La progression de ces recettes aurait ainsi été, d'une année sur l'autre :

1960-1961	8 %
1961-1962	5,6 %
1962-1963	7,7 %

Dans cette période, le P.C.I. a perdu 10 % de ses membres. La moyenne de la contribution par adhérents est donc passée de 1.192 à 1.653 lires.

Cette contribution n'est pas, en définitive, très élevée malgré son accroissement qui est sensible (même compte tenu de la dépréciation monétaire).

Il est évident qu'un ensemble d'organisations aussi important que celui dont dispose le P.C.I. impose des charges financières bien autrement importantes que les ressources dont le rapport fait état. Nous avons signalé plus haut quelques unes des méthodes employées par le P.C.I. pour se procurer des ressources. Mais, sur ce sujet, il a toujours observé le silence.

ROCCO ASTORI.

Le numéro : 2,25 F

Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussmann (8e)
Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e.